

**DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
**N° 2016/25**  
**OBJET : DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE**

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44

Nombre de Conseillers présents : 30

Nombre de Conseillers présents et représentés : 39

Quorum : 22

Date convocation du Conseil Communautaire : 15 mars 2016

Date d'affichage de la convocation au siège : 15 mars 2016

La séance est ouverte

Le 22 Mars 2016 de l'année deux mille seize à 18 h 30  
à la technopole du site Montesquieu à Martillac

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes  
de Montesquieu, légalement convoqué, s'est réuni sous la  
Présidence de Christian TAMARELLE.

Nom, prénom	Présent*	Excusé, procuration à	Nom, prénom	Présent*	Excusé, procuration à
TAMARELLE Christian (Président)	P		DANNE Philippe (Maire)	P	
BURTIN - DAUZAN Nathalie (Maire)	P		DUFRANC Michel (Maire)	P	
BENESSE Jean-Michel (Maire)	P		FATH Bernard (Maire)	P	
CONSTANT Daniel (Maire)	P		GAZEAU Francis (Maire)	A	
CLAVERIE Dominique (Maire)	A		LEMIRE Jean André (Maire)	P	
CLEMENT Bruno (Maire)	E	M. TAMARELLE	MAYEUX Yves (Maire)	E	Mme LAGARDE
DARBO Benoit (Maire)	P		Fabrice BOS	E	M. MOUCLIER
Martine TALABOT	P		Nadine CHENNA	P	
Philippe BARRERE	P		Philippe DIAS	P	
Valérie LAGARDE	P		Muriel EYL	P	
Thierry BLANQUE	P		Catherine FOURNIER	P	
Béatrice CANADA	E	M. DARBO	Anne-Marie LABASTHE	E	M. FATH
Philippe BALAYE	E	Mme BOUROUSSE	<del>Alain LAGOARDETTE</del>		
Michèle BOURROUSSE	P		Jean-François MOUCLIER	P	
Christian GACHET	P		Nadine JOLIVET	A	
Nathalie ROUSSELOT	A		Jean-Marie BROSSIER	P	
Félicie DURAND	P		Laure BENCTEUX	E	M. CHEVALIER
Dominique LARRUE	P		Bernard CHEVALIER	P	
Françoise BETES	P		Bernadette PELISSIER	E	M. BENESSE
Alexandre DE MONTESQUIEU	P		Jean-François BORDELAIS	P	
Corinne MARTINEZ	P		Maryse DEBACHY	E	Mme CHENNA
Sylvie OHRENSSTEIN-DUFRANC	P		Jean KESLER	A	
Benoist AULANIER	P				

Sur proposition de Monsieur le Président, Madame TALABOT est élue secrétaire de séance

Le procès-verbal de la réunion du 15 décembre 2015 est adopté à l'unanimité

\* P = Présent / E = Excusé, procuration à. / A = Absent

**DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE**

**Vu** la loi portant Nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe du 7 août 2015 ;

**Vu** la circulaire ministérielle du 30 novembre 2015 précisant les dispositions de la loi NOTRe applicables immédiatement à la préparation budgétaire 2016 ;

**Considérant** que cette circulaire précise que le débat d'orientation budgétaire (DOB) est acté par une délibération spécifique, qui donne lieu à un vote, et que cette délibération est également transmise au représentant de l'État dans le département ;

**Considérant** que ces dispositions sont d'application immédiate, il convient de procéder au vote d'une délibération approuvant le DOB.

**Considérant** l'avis favorable du bureau.

***Le Conseil de Communauté à l'unanimité :***

1°) **Approuve** le Débat d'orientation budgétaire joint en annexe ;

2°) **Autorise** le Président à mettre en œuvre toutes les actions et démarches utiles et nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Pour copie conforme,

Fait à Martillac, le 22 Mars 2016

Le Président

Christian TAMARELLE

Document signé électroniquement



# DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2016

Martillac, le 14 mars 2016 – version 9.0

SOMMAIRE

Préambule .....	3
1) Contexte économique .....	4
a) L'environnement international .....	4
b) La situation de l'économie française : un rebondissement de l'activité au 3ème trimestre 2015 .....	4
c) Un contexte local porteur .....	4
2) Finances locales .....	6
a) Objectif indicatif d'évolution de la dépense publique locale .....	6
b) Réduction de la DGF et diverses mesures fiscales. ....	6
c) Loi de finances 2016 et loi de finances rectificative 2015 .....	6
3) Présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs .....	8
a) Evolution 2011- 2015 des charges de personnel .....	12
b) Temps de travail des agents de la Communauté de Communes de Montesquieu .....	12
d) Répartition du temps de travail .....	15
e) Avantages en nature .....	15
4) Analyse rétrospective 2011-2015 .....	17
a) Fonctionnement .....	17
i. Recettes .....	17
ii. Dépenses .....	21
iii. Epargne brute, épargne nette .....	21
b) Investissement .....	22
i. Recettes .....	22
ii. Dépenses .....	22
iii. Etat de la dette .....	22
iv. Fonds de roulement .....	23
5) Prospective 2016-2019 .....	25
a) en section de fonctionnement .....	25
(1) Hypothèses sur les recettes locales fiscales .....	25
(2) DGF et Population .....	26
(3) Les recettes de fonctionnement .....	26
(4) Les dépenses de fonctionnement .....	27
(5) L'épargne brute et l'épargne nette .....	29
b) en section investissement : la poursuite de la dynamique des investissements .....	29
(1) Recettes et dépenses d'investissement .....	29
(2) équilibre : emprunt et utilisation du fonds de roulement .....	30
c) Ratios .....	31
6) Conclusion .....	32



## Préambule

L'article 107 de la loi portant sur la Nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe du 7 août 2015 est venu compléter les dispositions du Code général des collectivités territoriales, notamment sur le débat d'orientation budgétaire. (DOB)

Le nouvel article L2312-1 dispose :

« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article [L. 2121-8](#). Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret. »

Ainsi, plusieurs nouveautés sont instaurées.

- **Du point de vue du contenu du DOB**, les nouvelles composantes se présentent sous la forme :
  - d'un rapport sur les orientations budgétaires
  - des engagements pluriannuels envisagés
  - de la structure et de la gestion de la dette

et devra désormais comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs avec :

- l'évolution prévisionnelle de la masse salariale
  - l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail en rétrospective et prospective.
- **Du point de vue de la nature du DOB**, une circulaire ministérielle du 30 novembre 2015 apporte des précisions sur la loi NOTRe pour les dispositions applicables directement à la préparation budgétaire, sans attendre le décret d'application prévu pour le premier trimestre 2016.



Ainsi, la circulaire précise que le rapport ci-dessus explicité donne lieu à un débat. Celui-ci est acté par délibération spécifique, qui donne lieu à un vote, ce qui n'était pas le cas auparavant.

Au même titre que les autres délibérations, la délibération votant le DOB est transmise au représentant de l'État dans le département.

Pour les communes, l'ensemble de ces éléments est transmis également au Président de l'EPCI dont la commune est membre.

## 1) Contexte économique

### a) L'environnement international

À l'été 2015, les économies développées ont conservé une croissance robuste, qui devient plus homogène. L'activité des pays anglo-saxons a ralenti tandis que l'économie japonaise a légèrement rebondi. Le PIB de la zone euro s'est stabilisé (+0,3 %), comme en Allemagne, en Italie et en Espagne. L'activité a en revanche rebondi un peu plus fortement que prévu en France (+0,3 %) après la forte croissance du premier trimestre et le trou d'air du printemps.

Dans quasiment tous ces pays, la demande intérieure est restée allante mais l'activité a été pénalisée par des exportations en repli. Le climat des pays émergents est resté globalement maussade : l'activité a tourné encore au ralenti en Chine, s'est à peine stabilisée en Russie, et s'est de nouveau contractée au Brésil.

Les informations conjoncturelles de l'automne suggèrent que le climat des affaires des pays émergents cesserait de se dégrader, ce qui est de bon augure pour le commerce mondial dont le redémarrage serait cependant poussif.

Le cours du pétrole notamment, qui s'était un peu repris au printemps, a de nouveau chuté, de 65 \$ le baril en juin à 45 \$ fin novembre. Conventionnellement, le prix du baril de pétrole est figé en prévision à ce niveau.

### b) La situation de l'économie française : un rebondissement de l'activité au 3ème trimestre 2015

Le regain de dynamisme en France a été porté par le rebond de la production manufacturière (+0,3 % après -0,6 %) et par l'accélération de l'activité dans les services marchands (+0,6 % après +0,3 %). En revanche, dans la construction, la production a de nouveau nettement baissé (-0,8 % après -0,9 %).

Pour les composantes de la demande, la consommation des ménages a un peu rebondi (+0,3 % après 0,0 %), tandis que le commerce extérieur a contribué négativement à la croissance (-0,7 point), trouvant sa contrepartie dans une forte contribution positive des variations de stocks (+0,7 point), notamment de matériels de transport.

### c) Un contexte local porteur

Notre territoire s'inscrit dans une proximité de la ville de Bordeaux dont l'attractivité bénéficie par ricochet à la CCM. Depuis 2010, la démographie croît de 1,50% par an



(donnée INSEE), en moyenne. En 2015, il y a eu 615 demandes de permis de construire. Le désengagement de l'État dans l'instruction des documents d'urbanisme a conduit la CCM à se doter d'un service commun ADS qui a pris ses fonctions au 1<sup>er</sup> juillet 2015.

Les communes composant la CCM ont souhaité, il y a 14 ans, créer un EPCI permettant d'accompagner le développement économique, mutualiser des services et des compétences tout en assurant de la solidarité. Le pacte initial, réaffirmé à chaque mandature, a consisté lors des transferts de compétences à ne pas impacter l'attribution de compensation des communes.

La CCM assume la compétence développement économique. Elle commercialise, ainsi, des terrains sur les zones d'activités qui permettent l'installation de nouvelles entreprises et la création d'emploi, soit en 8 ans près de 18 hectares de vendus. Enfin, la Communauté s'est dotée d'outils permettant l'accompagnement économique : pépinière d'entreprises, hôtel d'entreprises, un espace incubation, stratégie de développement et équipes professionnelles.

La CCM assure la gestion de près de 10 km de voiries communautaires qui seront encore augmentés en 2016.

Notre EPCI assure le service de collecte des ordures ménagères de façon homogène sur le territoire pour un coût de fonctionnement annuel de 4,985 millions d'euros

Elle assume des services à la population vers la jeunesse et la petite enfance. Elle s'est vue transférer 6 structures multiaccueils et a investi dans la réalisation d'une 7<sup>ème</sup> en 2013-2014. La CCM dispose ainsi de 216 places en collectif et accueille, au total, annuellement 402 enfants. Elle a créé un service de relais d'assistantes maternelles (RAM) pour accompagner les 355 professionnelles du territoire disposant de 1.151 places.

La CCM a aussi un rôle important dans l'environnement. Elle assure la gestion de deux procédures Natura 2000, ainsi que l'entretien des bassins versants, soit plus de 300km de cours d'eau. Elle a pris en charge, avant même l'obligation légale, la gestion des inondations tant urbaines (en curatif et préventif) que celles dues au système de digues le long de la Garonne.

La CCM a la charge d'un patrimoine qu'elle doit à la fois entretenir, maintenir et adapter aux nouvelles normes. Elle a ainsi :

- en patrimoine bâti :
  - 12.851 m<sup>2</sup> sur 13 sites
- en patrimoine foncier :
  - économique 10 Hectares
  - aéronautique 88 hectares...
  - réserve foncière 31 hectares Forêt de Migelane



## 2) Finances locales

### a) Objectif indicatif d'évolution de la dépense publique locale

La Loi de Programmation des Finances Publiques (LPFP), pour les années 2014-2019, a institué un objectif d'évolution de la dépense locale (ODEDEL), exprimé en pourcentage d'évolution annuelle. Il contribue à associer les collectivités territoriales au redressement des finances publiques en leur fixant un référentiel d'évolution de leurs dépenses d'investissement et de fonctionnement et afin de les aider à mieux piloter l'évolution de leurs dépenses dans une perspective pluriannuelle.

Conformément au principe constitutionnel de libre administration des collectivités locales, cet objectif est indicatif.

L'article 30 de la LPFP 2014-2019 prévoit que l'ODEDEL sera décliné, à compter de 2016, entre les différentes catégories de collectivités territoriales et pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre l'actualisation se situe à 0,6% dont 0,7% pour les dépenses de fonctionnement.

### b) Réduction de la DGF et diverses mesures fiscales.

Depuis 2015, les administrations publiques locales sont pleinement associées à l'effort de redressement des comptes publics de façon proportionnée à leur poids dans les équilibres des finances publiques.

Ainsi, les concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales s'établiront à 50,1 Md€ en 2016, en baisse de 3,5 Md€ par rapport à 2015, conformément à leur réduction de 10,7 Md€ sur la période 2015-2017, engagée dans le cadre du plan de 50 Md€ d'économies inscrit dans la loi de programmation des finances publiques pour 2014-2019.

Cette diminution des concours financiers de l'Etat représente 1,6 % des recettes totales des EPCI et 1,9 % de leurs recettes réelles de fonctionnement.

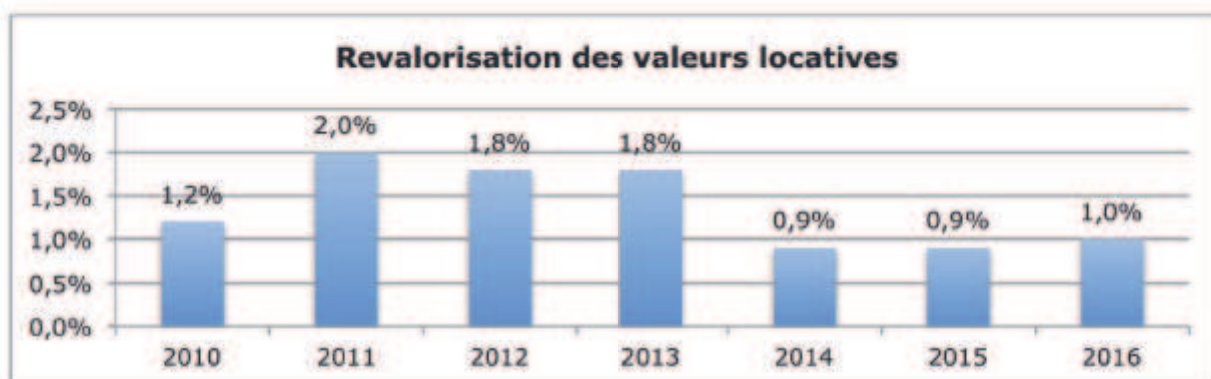
### c) Loi de finances 2016 et loi de finances rectificative 2015

Au-delà de la réduction de la DGF, les lois de finances (LFI et LFR) comportent diverses mesures fiscales d'ajustement :

#### **Loi de finances pour 2016**

**VALEURS LOCATIVES.** L'article 97 prévoit qu'à compter de 2017, la valeur locative des bâtiments et terrains industriels sera évaluée selon la méthode comptable lorsque ces bâtiments figurent à l'actif du bilan d'une entreprise dont la location de tels biens est l'activité unique ou principale. Par ailleurs, l'article 98 augmente pour 2016 de 1% les valeurs locatives, qui constituent l'assiette de la plupart des impôts directs locaux. Ce taux correspond à l'inflation prévisionnelle pour 2016.

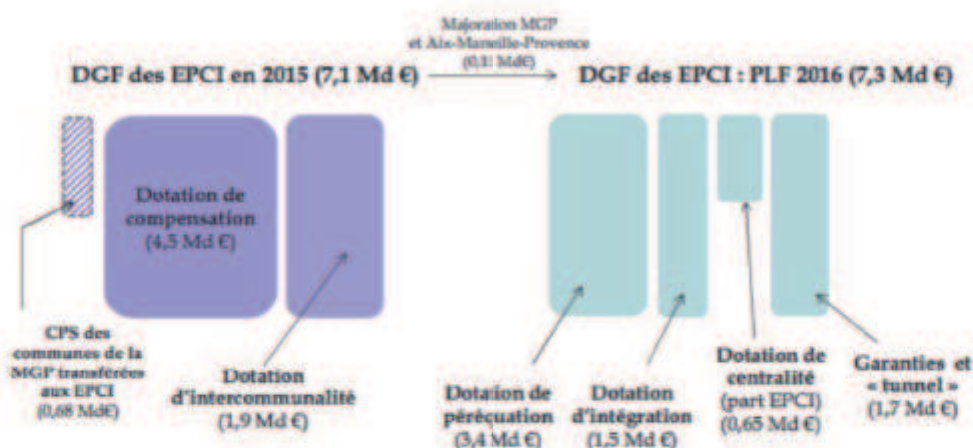




REFORME DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT. L'article 150 fixe les principes de la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) attribuée aux communes et aux EPCI, dont l'entrée en vigueur est prévue le 1er janvier 2017. Il met en place :

- une dotation de base de **75,72 euros** par habitant,
- une dotation de centralité calculée au niveau de l'ensemble intercommunal - c'est-à-dire de l'EPCI et de ses communes membres - et comprise entre 15 et 45 euros par habitants.
- Le dispositif est complété par une dotation de ruralité de 20 euros par habitant attribuée aux communes dont la densité est inférieure à 75% de la moyenne nationale.

A partir de 2017, l'assiette de calcul des recettes réelles de fonctionnement des communes et EPCI sera minorée des remboursements des frais de fonctionnement effectués par les communes membres de l'EPCI ou par l'EPCI de rattachement.



INVESTISSEMENT PUBLIC LOCAL / FCTVA. L'article 34 élargit le bénéfice du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) aux dépenses en matière d'entretien des bâtiments publics payées à compter du 1er janvier 2016, comme l'avait



annoncé le Premier ministre le 28 mai dernier. A l'initiative des parlementaires, le FCTVA est aussi étendu aux dépenses d'entretien de la voirie réalisées à partir de 2016.

**CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRITORIALE.** L'article 37 améliore le mécanisme de compensation de perte de base de contribution économique territoriale dont bénéficient les collectivités qui subissent d'une année sur l'autre une baisse importante de leurs impôts économiques, du fait de la fermeture d'une ou plusieurs entreprises. Les modalités du versement complémentaire sont modifiées.

**TAXE DE SEJOUR.** L'article 90 fixe au 1er octobre la date limite d'adoption des délibérations ayant pour objet d'instituer la taxe de séjour et la taxe de séjour forfaitaire ainsi que celles fixant leurs tarifs.

**DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE.** L'article 164 précise que le conseil communautaire instituant une dotation de solidarité communautaire statue à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

### **Loi de finances rectificative pour 2015**

**REVISION DES VALEURS LOCATIVES DES LOCAUX PROFESSIONNELS.** L'article 48 ajuste le dispositif de révision des valeurs locatives des locaux professionnels. Les dernières simulations montrent que des transferts importants entre contribuables sont prévisibles. La revalorisation des valeurs locatives dans les bases d'imposition est reportée de 2016 à 2017.

La durée du lissage des variations de cotisations passe de **cinq à dix ans** et un mécanisme est instauré pour réduire de moitié sur cette période les variations à la hausse ou à la baisse des valeurs locatives imposables.

**PLAFONNEMENT DE LA CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRITORIALE.** L'article 52 prévoit la participation des collectivités territoriales, via un nouveau mécanisme, au coût du dégrèvement consécutif au plafonnement de la contribution économique territoriale (CET) en fonction de la valeur ajoutée.

**FINANCEMENT DE LA COLLECTE DES DECHETS.** L'article 57 améliore le financement de la collecte des déchets ménagers et assimilés. Il prévoit :

- la possibilité d'exonérer de Teom les locaux des personnes assujetties à la redevance spéciale.
- la possibilité pour les EPCI d'instituer la part incitative de la Teom "dans une ou plusieurs parties de leur territoire", pour cinq ans maximum. À l'issue de cette période, la part incitative est étendue à l'ensemble du territoire, sauf si l'EPCI décide de la supprimer.

### **3) Présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs**

Au 1er janvier 2016, la Communauté de Communes emploie 150 agents sur des emplois permanents (titulaires et contractuels) et 2 agents de droit privé (contrats d'apprentissage) répartis de la façon suivante :

Budget	Lieu	Emplois Permanents	Apprentissage
Budget principal	CCM	150	2
<b>TOTAL</b>		<b>150</b>	<b>2</b>

Soit un solde de plus 5 agents (147 au 1er janvier 2015) : 4 agents du service ADS et un agent du service développement économique.

Il est à préciser qu'au cours de l'année 2015, d'autres mouvements d'agents ont impacté les effectifs de la Communauté de Communes.

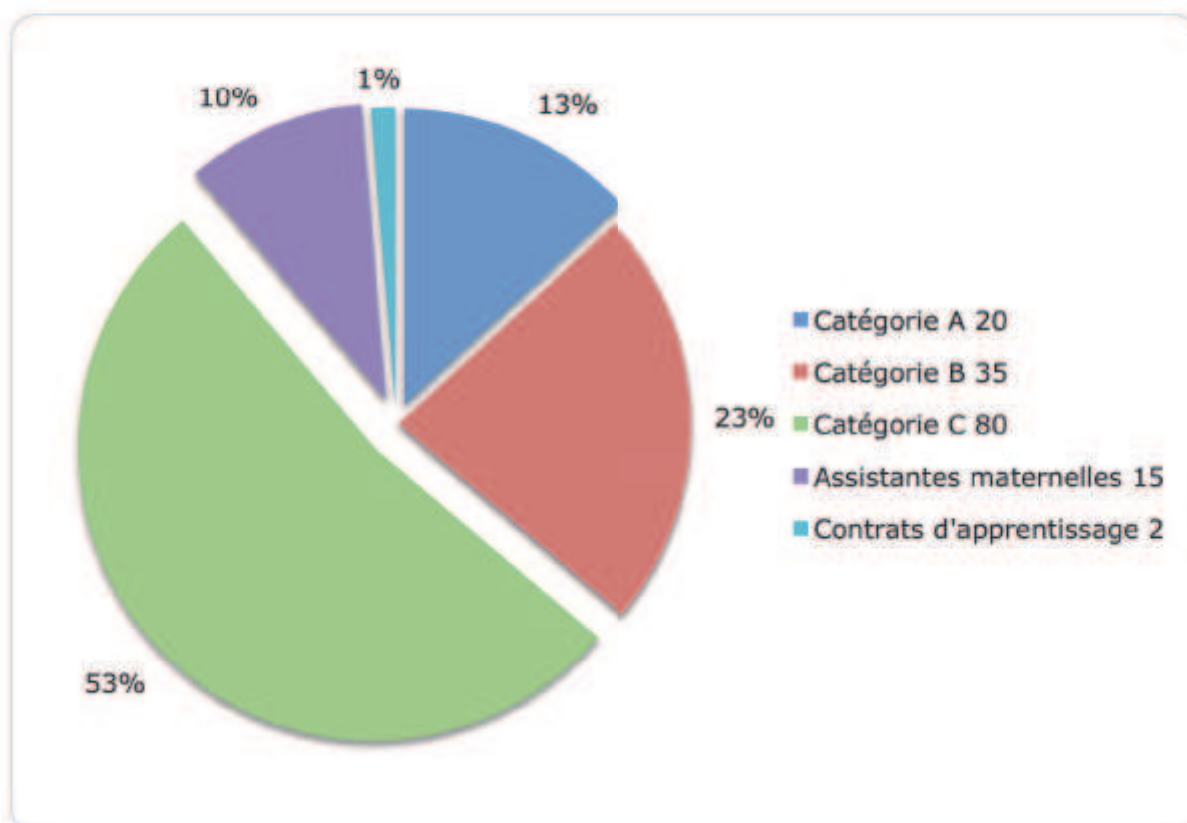
Six départs ont été enregistrés au cours de l'année 2015 dans les différents services.

#### Répartition par catégorie des agents

	Nombre d'agents	Pourcentage
Catégorie A	20	13,16%
Catégorie B	35	23,03%
Catégorie C	80	52,63%
Assistantes maternelles	15	9,87%
Contrats d'apprentissage	2	1,32%
<b>Total</b>	<b>152</b>	<b>100,00%</b>

Répartition hommes/femmes	Nombre d'agents	Hommes	Femmes
Catégorie A	20	5	15
Catégorie B	35	9	26
Catégorie C	80	9	71
Indéterminé	17	0	17
<b>Total</b>	<b>152</b>	<b>23</b>	<b>129</b>



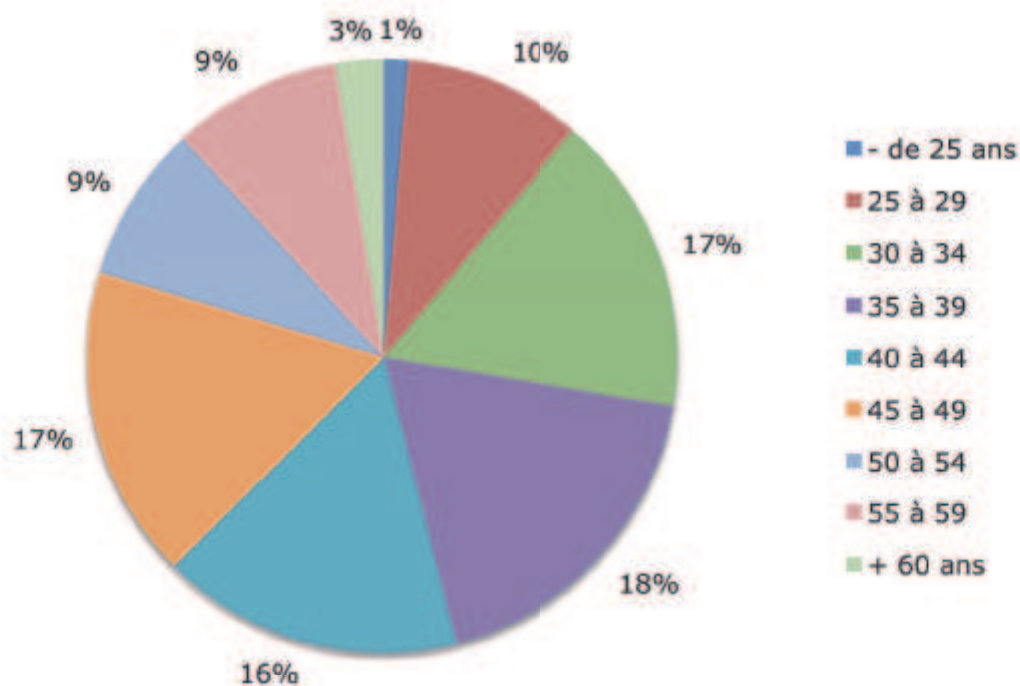


#### Répartition par âge des agents

Age	Nombre	%	% FPT *
- de 25 ans	2	1,32	8,62
25 à 29	15	9,87	
30 à 34	25	16,45	11,25
35 à 39	28	18,42	14,34
40 à 44	25	16,45	15,92
45 à 49	26	17,11	16,40
50 à 54	13	8,55	16,74
55 à 59	14	9,21	12,93
+ 60 ans	4	2,63	3,80
<b>Total</b>	<b>152</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

\*Source Publication des données relatives aux 3 versants de la fonction publique (données provisoires) faits et chiffres - édition 2013 - fonction-publique.gouv.fr





La moyenne d'âge des agents de la Communauté de Communes de Montesquieu est de 42 ans.

L'augmentation de la masse salariale (chapitre 012) de l'année 2015 a été marquée par les recrutements :

- 1 référent PLIE (financement fonds social européen)
- 1 responsable urbanisme
- 4 instructeurs du droit du sol (dont 2 agents transférés de plein droit de la commune de Léognan)
- 1 agent administratif - Services techniques
- 1 agent développement économique
- 1 agent SIG
- 1 technicien informatique

Pour l'année 2016 les recrutements suivants seraient prévus :

## Communauté de communes de Montesquieu – Débat d'orientation budgétaire 2016

- 1 technicien environnement
- 1 instructeur du droit du sol (agent transféré de la commune de Cadaujac)
- 1 directeur adjoint Services techniques
- 1 acheteur
- 2 contrats d'apprentissage ( 1 petite enfance et 1 informatique)
- 1 agent petite enfance
- 1 assistante maternelle à Léognan
- 1 assistante maternelle à Saint Médard d'Eyrans

### Départ à la retraite

- 1 adjoint technique de 1ère classe - crèche ce Léognan
- 1 éducateur principal de jeunes enfants - crèche de Castres

Les charges de personnel des différents budgets annexes (Centre de ressources, Transports scolaires et Aéroport) sont réintégréés dans le budget principal depuis 2015.

### a) Evolution 2011- 2015 des charges de personnel

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	% 10-14	% 2015
<b>Budget Principal</b>	3 649 331	3 953 458	4 400 341	4 832 864	5 170 656	5 747 154		
<b>BA Aéroport</b>	27 670	28 846	32 858	33 918	35 184	0		
<b>BA Centre de ressources</b>	71 195	70 086	79 973	70 257	71 635	0		
<b>BA Transports Scolaires</b>	25 572	43 405	55 667	62 117	67 318	0		
<b>BA G Site Montesquieu</b>	0	0	0	0	0	0		
<b>BA Ordures Ménagères</b>	139 061	134 128	144 433	0	0	0		
<b>012 - Charges de personnel</b>	<b>3 912 829</b>	<b>4 229 923</b>	<b>4 713 311</b>	<b>4 999 155</b>	<b>5 344 793</b>	<b>5 747 154</b>	<b>6,4%</b>	<b>7,5%</b>

### b) Temps de travail des agents de la Communauté de Communes de Montesquieu

#### **Agents du siège:**

##### **Cas général**

Le temps de travail est annualisé à 1607 heures, conformément aux dispositions prévues par le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail.



Le cycle de travail hebdomadaire du service est 5 jours avec pour une durée de travail à temps complet de 37 heures 30 à 35 heures hebdomadaires (selon l'organisation du service).

Les horaires du service sont modulés selon une plage fixe et une plage variable : l'amplitude d'une journée s'étend de 7 heures 30 à 19 heures dont une pause déjeuner minimale de 30 minutes.

Les plages fixes sont de 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures 00 à 16 h 30, du lundi au vendredi (selon le cycle de travail du service).

7h30.....9h 30.....12h.....14h.....16h30.....19h

La plage fixe de 5 heures concerne les 5 jours ouvrés du lundi au vendredi.

Le temps de pause méridienne est d'une durée minimale de 30 minutes et de 2 heures au maximum. Le temps de pause est le temps pendant lequel d'agent se restaure, il n'est pas considéré comme du temps de travail effectif. Ce temps de pause n'ouvre pas droit à récupération.

Jours calendaires	Week ends	Jours fériés	Congés annuels	Jours de fractionnement	Jours effectivement travaillés	Heures effectivement travaillés
365	104	8	25	2	227	1593 heures

### **Personnel d'encadrement supérieur**

Les emplois de Directeur général des services, de Directeur général adjoint des services et de chefs de pôles, suivant l'organigramme administratif de la Communauté de communes de Montesquieu, relèvent du dispositif du repos compensateur (ou forfait) eu égard à la nature de leurs fonctions et relève des garanties d'exercice des fonctions.

Ils ne relèvent pas du dispositif de l'aménagement du temps de travail.

Le temps de travail est annualisé à 1607 heures, conformément aux dispositions prévues par le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail.

Le cycle de travail hebdomadaire du service est 5 jours avec pour une durée de travail à temps complet de 37 heures 30 à 35 heures hebdomadaires (selon l'organisation du service).

L'organisation du temps de travail est annualisée et repose sur le principe de la journée continue ou avec une pause méridienne.

**Agents du secteur de la petite enfance :**

Pour les agents en journée continue, le temps de repas est inclus dans le temps de travail afin de tenir compte des spécificités du poste) du 01<sup>er</sup> septembre au 31 août de l'année suivante (afin de respecter le calendrier scolaire sur la base de 1607 heures).

Le cycle de travail hebdomadaire est de 5 jours avec une durée de travail définie selon le cycle de travail.

Les horaires du service sont modulés selon les éléments suivants avec une pause déjeuner minimale de 30 minutes et 2 heures maximales.

Les ouvertures des structures sont les suivantes :

**7h 15.....18 heures 45 plage fixe**

**7 heures.....19 heures 30 pour le personnel technique**

Il appartient au directeur de crèches d'établir un planning de services pour déterminer les périodes de présence de chaque agent.

Au-delà de ce temps de travail annualisé, des heures supplémentaires exceptionnelles dites heures complémentaires (réunions en soirée, le week-end) en dehors du cycle de travail seront récupérées, cependant les autres heures devront être intégrées dans le temps de travail selon des modalités définies par les directrices de crèches.

Les personnels dont le temps de travail quotidien atteint au moins 6 heures, bénéficient d'un temps de pause d'une durée de 20 minutes. Ce temps de pause est considéré comme du temps de travail effectif, sachant que l'agent reste sur son lieu de travail et demeure à la disposition de l'établissement.

Ce temps de pause dans l'emploi du temps quotidien est déterminé en concertation avec l'agent en respect des contraintes de travail de l'équipe et du service. Cette pause ne peut être programmée en début ou en fin d'emploi du temps et ne peut donner lieu à récupération.

**Direction de crèches**

Jours calendaires	Week ends	Jours fériés	Congés annuels	Jours de fractionnement	Jours effectivement travaillés	Heures effectivement travaillés
<b>365</b>	104	8	25	2	227	1593 heures

**Autre personnel**

Jours calendaires	Week ends	Jours fériés	Congés annuels	Jours de fractionnement	Jours de spécificités	Jours effectivement travaillés	Heures effectivement travaillés
<b>365</b>	104	8	25	2	2	225	1579 heures



Les assistantes maternelles relèvent d'un dispositif spécifique.

#### d) Répartition du temps de travail

##### **Communauté de communes**

	Effectifs		Temps de travail		
	Nombre d'agents	Pourcentage	Temps plein	Temps partiel	Temps non complet
Catégorie A	20	13,16%	90,0%	5,0%	5,0%
Catégorie B	35	23,03%	88,6%	11,4%	0,0%
Catégorie C	80	52,63%	86,3%	8,8%	5,0%
Indéterminé	17	11,18%	94,1%	0	5,9%
<b>Total</b>	<b>152</b>	<b>100%</b>	<b>88,8%</b>	<b>7,9%</b>	<b>3,3%</b>

##### **National**

	Effectifs		Temps de travail		
	Milliers	Pourcentage	Temps plein	Temps partiel	Temps non complet
Catégorie A	158,50	8,44%	85,2	9,3	5,5
Catégorie B	234,40	12,49%	79,8	13,4	6,8
Catégorie C	1 441,60	76,79%	79,6	5,9	14,5
Indéterminé	42,90	2,29%	66,1	6,5	27,3
<b>Total</b>	<b>1 877,40</b>	<b>100%</b>	<b>79,80</b>	<b>7,20</b>	<b>13,00</b>

Source INSEE, SIASP, Traitement DGCL Juillet 2012

#### e) Avantages en nature

Délibération n°2015-57 du 1er juillet 2015 relative aux avantages en nature des agents de la Communauté de Communes de Montesquieu.

Aucun élu de la Communauté de Communes de Montesquieu ne bénéficie d'avantages en nature, seuls certains agents communautaires sont concernés par ce dispositif.

#### **Véhicule de service**

Un véhicule de service pour nécessité absolue est mis à disposition pour l'emploi de Directeur Général des Services (Délibération n°2014-52 du 22 avril 2014).

Eu égard à la nature des fonctions, l'utilisation pour nécessité absolue de service ne constitue pas un avantage en nature.

#### **Outils issus des nouvelles technologies de l'information et de la communication**

Une flotte de téléphones mobiles et d'ordinateurs portables est mise à disposition de certains agents communautaires eu égard à la nature de leurs fonctions (spécificité des fonctions).

Leur utilisation est liée aux nécessités de services et font l'objet de la signature d'une charte d'utilisation adoptée lors du Comité Technique du 12 mars 2015.

Ces avantages en nature peuvent être négligés dès lors que les outils mis à disposition sont destinés à un usage professionnel ou que leur utilisation demande obligations et sujétions professionnelles (obligation d'être joint par téléphone à tout moment, astreintes, déplacements réguliers...).

#### **Véhicules de services avec autorisation de remisage à domicile**

Les activités suivantes permettent le remisage à domicile d'un véhicule de service.

- activités d'astreintes (délibération n° 2009-127 du 29 septembre 2009)
- agents de contrôle des bus (sur présentation d'un calendrier mensuel)
- agents du relais assistantes maternelles (sur présentation d'un calendrier mensuel)

L'avantage en nature résultant de l'utilisation à titre privé la semaine (trajets domicile/travail) peut être négligé lorsque l'utilisation des véhicules constitue le prolongement des déplacements professionnels effectués à l'aide du véhicule.

## 4) Analyse rétrospective 2011-2015

### a) Fonctionnement

#### i. Recettes

##### ⇒ Evolution de bases des taxes locales directes.

Bases	2011	2012	2013	2014	2015	% 11-15
<b>Bases entreprises</b>						
<b>Bases FB entreprises</b>	6 971 606	7 442 644	7 984 641	8 900 019	9 722 191	6,9%
<b>Bases CFE</b>	7 058 943	7 393 566	7 911 584	7 901 252	8 423 824	3,6%
<b>Bases ménages</b>						
<b>Bases TH</b>	37 034 549	39 742 839	43 943 330	45 547 979	47 988 426	5,3%
<b>Bases FB ménages</b>	21 287 042	22 428 378	23 506 214	24 496 127	25 710 886	3,8%
<b>Bases FNB</b>	885 199	911 649	926 754	929 632	972 491	1,9%

Les bases des taxes locales ont connu des progressions vigoureuses sur la période 2011-2014 tant sur les entreprises que sur les ménages. L'attractivité du territoire est réelle.

##### ⇒ Evolution des taux des taxes locales directes.

Taux	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Taux entreprises</b>					
<b>Taux CFE</b>	25,22%	25,94%	25,94%	25,94%	25,94%
<b>Taux ménages</b>					
<b>Taux TH</b>	8,60%	8,77%	8,77%	8,77%	8,77%
<b>Taux FB</b>	0,614%	1,17%	1,17%	1,17%	1,17%
<b>Taux FNB</b>	5,59%	5,70%	5,70%	5,70%	5,70%

Sur cette période 2011-2014, on remarquera une très grande stabilité des taux d'imposition volonté affirmée de ne pas toucher à la pression fiscale.



⇒ **Evolution des produits fiscaux directs.**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	% 11-15
<b>Produits entreprises</b>							
<b>Produit FB</b>		42 806	87 079	93 420	104 130	113 750	21,6%
<b>Produit CET = CFE+CVAE</b>	0	3 207 408	3 336 241	3 691 838	3 745 713	3 946 284	4,2%
<b>Produit CFE</b>	0	1 780 265	1 917 891	2 052 265	2 049 585	2 185 140	4,2%
<b>Produit CVAE</b>	0	1 427 143	1 418 350	1 639 573	1 696 128	1 761 144	4,3%
<b>TASCOM</b>	0	316 987	311 980	404 658	525 482	415 432	4,9%
<b>IFER</b>	0	467 187	451 537	486 437	502 722	704 014	8,5%
<b>Total entreprises</b>	0	4 044 388	4 186 337	4 676 343	4 878 047	5 179 500	5,1%
<b>Produits ménages</b>							
<b>Produit TH</b>	0	3 184 971	3 485 447	3 853 830	3 994 558	4 208 585	5,7%
<b>Produit THLV</b>		0	10 014	22 538	19 548	12 530	
<b>Produit FB</b>	0	130 702	262 412	275 023	286 605	300 817	18,1%
<b>Produit FNB</b>	0	49 483	51 964	52 825	52 989	55 432	2,3%
<b>Produit TAFNB</b>	0	62 576	67 790	65 420	65 878	75 189	3,7%
<b>Roles supplémentaires</b>	106 468	49 748	20 129	258 725	371 499	36 479	
<b>Compensation relais [uniquement pour 2010]</b>	6 210 511						
<b>Total ménages</b>		3 477 480	3 897 916	4 528 361	4 791 076	4 709 032	6,3%
<b>Produit fiscal direct</b>	6 316 979	7 521 868	8 084 253	9 204 704	9 669 123	9 888 532	5,6%
						<b>+219 408</b>	

Répartition entreprises/ménages

	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Part des entreprises</b>	54%	52%	51%	50%	52%
<b>Part des ménages</b>	46%	48%	49%	50%	48%

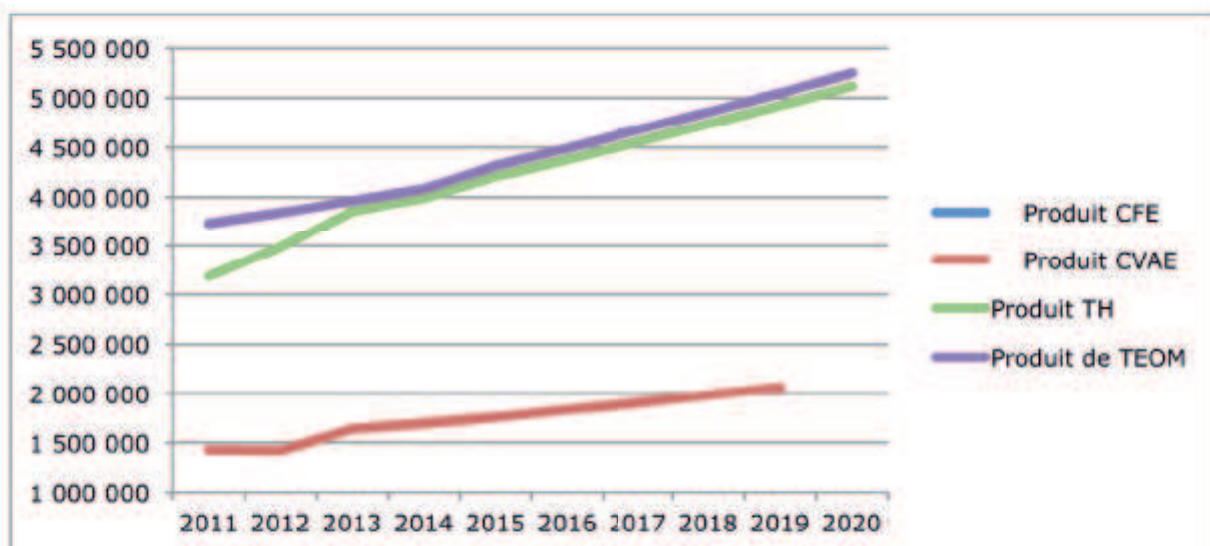
Les produits fiscaux locaux évoluent de façon très équilibrée entre la part ménages et la part entreprises autour de 50%. Comme on peut le constater, la vitalité du territoire s'est traduite, par une augmentation annuelle moyenne de +4,7% pour le produit ménage et pour +6,3% pour les entreprises, ce qui est encourageant pour l'avenir.



⇒ **Evolution de la TEOM : base et taux**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	% 11-15
<b>Bases de TEOM</b>	27 425 691	28 246 462	30 494 740	31 316 892	33 470 364	34 614 677	4,3%
<b>Taux de TEOM</b>	13,22%	13,22%	12,65%	12,65%	12,65%	12,40%	-1,3%
<b>Produit Ordures ménagères</b>	3 625 412	3 734 174	3 846 200	3 961 586	4 233 988	4 317 020	2,9%
						+83 032	

La base de la TEOM connaît une progression annuelle de 4,3% sur les années 2011-2015. Un meilleur tri des déchets collectés a permis de baisser à deux reprises en 2012 et en 2015 la taxe. Malgré ces baisses, la taxe perçue a continué de progresser de 2,9% en moyenne par an.



⇒ **Dotations de l'Etat**

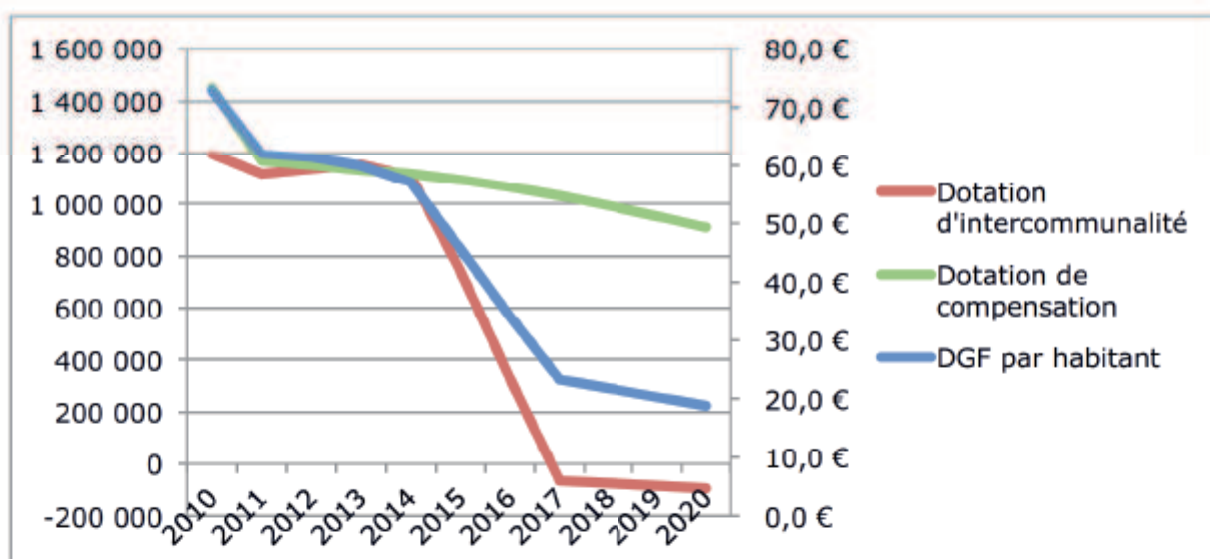
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	% 10-15
<b>DGF TOTALE</b>	2 645 830	2 286 904	2 219 001	2 284 566	2 226 207	1 833 021	-7,1%
				<b>Ecart en va</b>	-58 359	-393 186	
Dotation d'intercommunalité	1 193 070	1 117 926	1 136 984	1 153 683	1 107 607	738 834	-9,1%
Dotation de compensation	1 448 764	1 168 978	1 152 017	1 130 883	1 118 600	1 094 187	-5,5%
<b>DGF par habitant</b>	<b>72,9 €</b>	<b>62,1 €</b>	<b>61,4 €</b>	<b>59,9 €</b>	<b>57,0 €</b>	<b>45,6 €</b>	<b>-9,0%</b>

La loi de finances pour 2014 avait institué la première baisse historique des dotations aux collectivités locales. Le « pacte de confiance et de responsabilité » introduit une contribution des collectivités à l'effort de redressement des comptes publics.

	2014	2015
<b>taux de contribution en % des recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>1,052%</b>	<b>2,51%</b>
<b>contribution au redressement des finances publiques en valeur</b>	<b>87 588</b>	<b>457 825</b>

En 2015, -458 k€ seront prélevés au titre de la contribution, de notre EPCI, au redressement. Toutefois, l'accroissement de la population, atténuera cet effet et la DGF baissera finalement de -393 k€.

On se félicitera, cette année, que la progression des produits fiscaux du territoire (en y incluant la baisse de la taxe de séjour et les allocations de compensation TP,TH) ait permis de plus que compenser la baisse historique de la DGF. L'attractivité du territoire pour les personnes physiques et les personnes morales a permis de compenser le prélèvement opéré par l'Etat au titre du redressement des finances publiques.



#### ⇒ Recettes de fonctionnement consolidées

Globalement, les recettes du budget principal et des budgets annexes évoluent de la façon suivante :



## Communauté de communes de Montesquieu – Débat d'orientation budgétaire 2016

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	% 10-15
<b>Recettes de fonctionnement consolidées</b>	<b>17 717 655</b>	<b>18 411 333</b>	<b>20 898 861</b>	<b>23 126 569</b>	<b>23 822 380</b>	<b>22 820 288</b>	<b>5,2%</b>
Dont BP	11 474 758	11 754 298	13 313 529	20 232 639	21 115 922	20 058 672	11,8%
Dont BA	6 242 897	6 657 035	7 585 332	2 893 930	2 706 458	2 761 616	-15,1%

Les recettes consolidées progressent, en moyenne, de 5,2%. Les écarts constatés sur le BP et les BA sont les reflets de l'intégration du budget annexe Ordures ménagères au BP.

### ii. Dépenses

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	% 10-15
<b>Dépenses de fonctionnement consolidées</b>	<b>16 697 991</b>	<b>17 182 666</b>	<b>18 788 829</b>	<b>19 793 544</b>	<b>20 496 160</b>	<b>20 197 140</b>	<b>3,9%</b>
Dont BP	10 756 313	11 227 573	12 323 181	17 474 041	17 791 828	17 642 735	10,4%
Dont BA	5 941 679	5 955 094	6 465 648	2 319 503	2 704 332	2 554 405	-15,5%
<b>dont Intérêts consolidés</b>	<b>139 996</b>	<b>169 198</b>	<b>168 519</b>	<b>144 442</b>	<b>146 511</b>	<b>143 169</b>	<b>0,4%</b>
BP Intérêts	139 060	169 198	168 519	144 442	146 511	143 169	0,6%

Alors que les recettes progressent de +5,2% de 2010 à 2015 en consolidé, les dépenses sont maîtrisées avec une progression moindre de +3,9%

#### ➤ Frais financiers

Les frais financiers ne représentent pas une charge significative au regard des recettes réelles de fonctionnement.

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Intérêts de la dette / recette réelles de fonctionnement consolidées</b>	0,78%	0,92%	0,81%	0,62%	0,62%	0,63%

### iii. Épargne brute, épargne nette

Rappelons, que l'épargne brute, principal solde intermédiaire de gestion, est un indicateur particulièrement pertinent pour caractériser le fonctionnement d'une collectivité. Il représente la ressource dégagée par le fonctionnement courant.

Cette ressource est destinée à rembourser le capital de la dette, puis les investissements. Elle régit donc de façon directe la capacité d'une collectivité à créer de la richesse en faisant des investissements.

## Communauté de communes de Montesquieu – Débat d'orientation budgétaire 2016

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	% 10-15
<b>Epargne brute</b>	<b>1 019 664</b>	<b>1 228 666</b>	<b>2 110 031</b>	<b>3 333 025</b>	<b>3 326 219</b>	<b>2 623 148</b>	<b>20,8%</b>
<b>Remboursement en capital consolidé</b>	<b>202 354</b>	<b>522 170</b>	<b>246 149</b>	<b>291 649</b>	<b>349 460</b>	<b>413 834</b>	15,4%
Dont BP	202 354	522 170	246 149	291 649	349 460	409 987	
Dont BA	0	0	0	0	0	3 847	
<b>Epargne nette</b>	<b>817 309</b>	<b>706 497</b>	<b>1 863 883</b>	<b>3 041 376</b>	<b>2 976 760</b>	<b>2 209 314</b>	<b>22,0%</b>

Avec un ratio d'augmentation moyen de 20,8% sur 2010/2015, la CCM a pu préparer l'avenir ; l'épargne brute moyenne dégagée dépasse 2,2 millions d'€ par an.

L'épargne nette (épargne brute - capital de la dette) a progressé de 22%.

### b) Investissement

#### i. Recettes

Les recettes d'investissements sont principalement constituées de subventions et du FCTVA.

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Recettes d'investissement consolidées hors emprunts</b>	<b>324 650</b>	<b>1 658 640</b>	<b>298 201</b>	<b>300 965</b>	<b>506 877</b>	<b>226 623</b>
Dont BP	168 410	1 590 438	267 045	296 886	460 064	226 623
Dont BA	156 240	68 202	31 156	4 079	46 813	0

#### ii. Dépenses

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Dépenses d'investissement consolidées hors dette</b>	<b>825 352</b>	<b>3 253 612</b>	<b>1 576 460</b>	<b>1 060 613</b>	<b>2 107 216</b>	<b>1 869 268</b>
Dont BP	730 610	3 105 392	1 318 758	955 014	1 960 107	1 682 139
Dont BA	94 741	148 220	257 702	105 599	147 109	187 129

La communauté a investi en moyenne 1.782 k€ par an depuis 2010. Les investissements structurants ont été la crèche de St Médard d'Eyrans en 2014, la centre technique communautaire en 2012. En 2015, la CCM s'est équipée de bacs de déchets roulants pour un montant de 890 k€.

#### iii. Etat de la dette



## Communauté de communes de Montesquieu – Débat d'orientation budgétaire 2016

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>SYNTHESE DE LA DETTE</b>						
Remboursement en capital	202 354	522 170	246 149	291 649	349 460	409 987
Annuité de la dette	341 414	691 367	414 668	436 091	495 971	553 156
Encours de la dette	3 035 996	2 565 624	3 826 720	3 535 071	3 885 611	4 225 623

La communauté de communes est très peu endettée puisque le capital restant représentait 4.225 k€ au 31/12/2015. La durée résiduelle moyenne de la dette (nombre d'année nécessaire au remboursement intégral de la dette) était de 11 ans 7 mois. Les emprunts ont été indexés pour 27% au taux du livret A. Le reste est à taux fixe. L'endettement est qualifié du ratio 1A sur la charte Gissler pour 90,8% et 1B pour les 9,2% restant.



Ratio significatifs :

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Taux moyen de la dette</b>	4,6%	6,6%	4,4%	4,1%	3,8%	3,4%
<b>Annuité de la dette / recettes réelles de fonctionnement consolidées</b>	1,9%	3,8%	2,0%	1,9%	2,1%	2,4%
<b>Cap. Désendettement consolidée (année)</b>	2,98	2,09	1,81	1,06	1,22	1,61

On peut constater un poids très faible du remboursement des emprunts (intérêts et capital) qui était de 2,4% en 2015 par rapport aux recettes de fonctionnement. De même, la capacité de désendettement (annuité/épargne brute) correspondait à un peu plus d'un an et demi. Rappelons que le seuil d'alerte se situe à 10 ans.

### iv. Fonds de roulement

Communauté de communes de Montesquieu – Débat d'orientation budgétaire 2016

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	% 10-15
<b>Fonds de roulement</b>	2 334 167	2 945 692	3 543 079	5 824 808	7 901 339	9 218 009	31,6%

Le fonds de roulement correspond à la somme des excédents définitifs de la collectivité. Sur la période 2010-2015, le FDR atteint 9 m€.

Ainsi, la situation privilégiée de la Communauté de Communes de Montesquieu lui permet d'assurer le besoin de financement induit par les projets d'investissement par prélèvement sur le fonds de roulement et le recours à l'emprunt, sans hausse de la fiscalité directe locale.



## 5) Prospective 2016-2019

## a) en section de fonctionnement

## (1) Hypothèses sur les recettes locales fiscales

	% 11-15	% 15-14	% 15-19
<b>Taux</b>			
Taux entreprises			
<b>Taux CFE</b>	0,6%	0,0%	0,0%
Taux ménages			
<b>Taux TH</b>	0,4%	0,0%	0,0%
<b>Taux FB</b>	13,8%	0,0%	0,0%
<b>Taux FNB</b>	0,4%	0,0%	0,0%
<b>Bases</b>			
Bases entreprises			
<b>Bases FB entrep.</b>	6,9%	9,2%	4,0%
<b>Bases CFE</b>	3,6%	6,6%	4,0%
Bases ménages			
<b>Bases TH</b>	5,3%	5,4%	4,0%
<b>Bases FB ménages</b>	3,8%	5,0%	4,0%
<b>Bases FNB</b>	1,9%	4,6%	4,0%
<b>Produits</b>			
Produits entreprises			
<b>Produit CVAE</b>	4,3%	3,8%	4,0%
<b>TASCOM</b>	4,9%	-20,9%	4,0%
<b>IFER</b>	8,5%	40,0%	4,0%
Produits ménages			
<b>Produit THLV</b>		-35,9%	4,0%
<b>Produit TAFNB</b>	3,7%	14,1%	4,0%
<b>TEOM</b>			
<b>Bases de TEOM</b>	4,3%	6,6%	4,0%
<b>Taux de TEOM</b>	-1,3%	-2,0%	0,0%

Au regard des rendements antérieurs, des hypothèses prudentes de progression des bases ont été prises. Aucune hausse de fiscalité n'est prévue sur la période 2016-2019.

(2) DGF et Population

Un des déterminants de la DGF est la population. Elle entre principalement dans le calcul de la dotation d'intercommunalité. La progression moyenne, sur le territoire, a été de 2,1%. Elle a atteint, en 2015, le seuil de 40.000 habitants (yc résidences secondaires). Nous projetons une progression de +1,5% pour la période future.

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Population</b>										
<b>DGF</b>	36 309	36 817	37 251	38 152	39 042	40 227	40 830	41 443	42 065	42 695

Concernant la contribution au redressement des finances publiques, le taux de 2,51% des recettes réelles de fonctionnement a été utilisé aboutissant à un prélèvement récurrent de 1.241.761 €.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
taux de contribution en % des recettes réelles de fonctionnement	2,51%	2,51%	2,51%	2,51%	2,51%	2,51%
contribution au redressement en valeur	87 588	457 825	856 490	1 241 761	1 241 761	1 241 761

Ainsi la DGF, avant réforme prévue en 2017 a été estimée de la façon suivante :

	2016	2017	2018	2019
<b>DGF TOTALE</b>	<b>1 394 722</b>	<b>965 698</b>	<b>918 291</b>	<b>867 740</b>
Dotation d'intercommunalité	329 766	-65 624	-75 466	-85 033
Dotation de compensation	1 064 955	1 031 322	993 757	952 773
<b>DGF par habitant</b>	<b>34,2 €</b>	<b>23,3 €</b>	<b>21,8 €</b>	<b>20,3 €</b>

(3) Les recettes de fonctionnement

Compte tenu des hypothèses prises, les recettes de fonctionnement consolidées évolueraient de la façon suivante :

	2016	2017	2018	2019	% 10-15	% 15-19
<b>Recettes de fonctionnement consolidées</b>	<b>22 668 324</b>	<b>22 900 171</b>	<b>23 538 793</b>	<b>24 200 354</b>	5,2%	1,2%
Dont BP	20 085 615	20 292 508	20 905 853	21 541 808	11,8%	1,4%
Dont BA	2 582 709	2 607 663	2 632 940	2 658 546	-15,1%	-0,8%

A noter une progression de la fiscalité moyenne de 3,9% sur la période 2015-2019. Une régression attendue du chapitre 74 du fait de la baisse de la DGF à -4,8%. Malgré cela, les



recettes consolidées progressent en moyenne de 1,2%. Rappelons qu'aucune hausse de taux de fiscalité directe n'a été prévue.

Une recette de fonctionnement récurrente de 100.000 € a été prévue sur les années 2016 à 2019, elle provient de la vente attendue de terrains sur le BA extension Montesquieu.

#### (4) Les dépenses de fonctionnement

Les charges de fonctionnement comprennent principalement les « frais généraux ». Compte tenu de l'objectif fixé, une évolution limitée à 3,3% en moyenne est attendue. Notons, sur l'année 2017 et suivantes, la prise en charge des frais du SDIS, jusqu'alors refacturé aux communes, soit 560.000 € par an, indexé. En l'absence de cette prise en charge, la progression aurait du être de +2,0%.

Concernant les frais de personnel, un GVT de 2,0 % en moyenne a été utilisé au delà de l'année 2016, soit une moyenne de progression de 110 k€ par an.

Pour l'année 2016 les recrutements suivants seraient prévus :

- 1 technicien environnement
- 1 instructeur du droit du sol (agent transféré de la commune de Cadaujac)
- 1 directeur adjoint Services techniques, 1 acheteur
- 2 contrats d'apprentissage (1 petite enfance et 1 informatique)
- 1 agent petite enfance
- 1 assistante maternelle à Léognan
- 1 assistante maternelle à Saint Médard d'Eyrans

#### Départ à la retraite

- 1 adjoint technique de 1ère classe - crèche ce Léognan
- 1 éducateur principal de jeunes enfants - crèche de Castres

Communauté de communes de Montesquieu – Débat d'orientation budgétaire 2016

<b>GVT 1,85%</b>	<b>106 382</b>
<b>CNRACL, GIPA, SMIC</b>	20 000
<b>Remplacement (1/2 traitement, congés divers)</b>	45 000
<b>Disponibilité d'office/aménagement de poste</b>	16 000
<b>Année entière agents arrivés en 2015</b>	110 000
Mesures nouvelles	
<b>Technicien environnement</b>	25 000
<b>1 instructeur droit du sol</b>	28 000
<b>Services techniques ( 1 directeur adjoint et un acheteur)</b>	50 000
<b>Contrat d'apprentissage (services techniques)</b>	26 000
<b>Agent petite enfance</b>	30 000

Les autres points n'appellent pas de remarques particulières et connaissent une évolution de 2,0%, en moyenne. On notera le maintien constant du reversement de l'attribution de compensation aux communes, soit 4.181.220 € par an.

<b>Dépenses de fonctionnement consolidées</b>	2016	2017	2018	2019	% 10-15	% 15-19
011 - Charges à caractère général	8 633 310	9 344 864	9 510 440	9 679 118	6,0%	<b>3,3%</b>
012 - Charges de personnel	6 149 771	6 251 792	6 353 852	6 455 951	6,4%	<b>3,0%</b>
014 - Atténuations de produits	4 632 653	4 632 653	4 632 653	4 632 653	2,7%	<b>-0,1%</b>
65 - Charges de gestion courante	1 212 147	1 226 492	1 241 116	1 256 024	-5,0%	<b>1,8%</b>



Ainsi, les dépenses de fonctionnement consolidées, en l'absence de charges exceptionnelles et accompagnée par une baisse des charges financières, liée à l'utilisation prioritaire du fonds de roulement se présentent de la façon suivante :

	2016	2017	2018	2019	% 10-15	% 15-19
<b>Dépenses de fonctionnement consolidées</b>	20 767 070	21 606 572	21 900 043	22 188 159	3,9%	1,9%
Dont BP	18 181 143	18 999 126	19 270 856	19 537 006	10,4%	2,1%
Dont BA	2 585 927	2 607 446	2 629 187	2 651 152	-15,5%	0,7%
<b>dont Intérêts</b>	<b>139 189</b>	<b>150 771</b>	<b>161 982</b>	<b>164 413</b>	<b>0,4%</b>	<b>2,8%</b>
BP	139 189	150 771	161 982	164 413	0,6%	2,8%
BA	0	0	0	0		

(5) L'épargne brute et l'épargne nette

L'épargne brute résultat de recettes et dépenses de fonctionnement avant remboursement du capital reste à un niveau supérieur à 2 m€.

	2016	2017	2018	2019	% 10-15	% 15-19
<b>Epargne brute</b>	<b>1 901 254</b>	<b>1 293 599</b>	<b>1 638 749</b>	<b>2 012 195</b>	<b>20,8%</b>	<b>-5,2%</b>
<b>Remboursement en capital consolidé</b>	<b>464 010</b>	<b>502 759</b>	<b>539 538</b>	<b>582 743</b>	<b>15,4%</b>	<b>7,1%</b>
Dont BP	464 010	502 759	539 538	582 743		
Dont BA	0	0	0	0		
<b>Epargne nette</b>	<b>1 437 245</b>	<b>790 840</b>	<b>1 099 212</b>	<b>1 429 453</b>	<b>22,0%</b>	<b>-8,3%</b>

**b) en section investissement : la poursuite de la dynamique des investissements**

(1) Recettes et dépenses d'investissement

Communauté de communes de Montesquieu – Débat d'orientation budgétaire 2016

	2016	2017	2018	2019	% 10-15	% 15-19
<b>Recettes d'investissement consolidées hors emprunts</b>	492 120	656 160	656 160	656 160	-6,9%	23,7%
Dont BP	492 120	656 160	656 160	656 160		
Dont BA	0	0	0	0		
<b>Dépenses d'investissement consolidées hors dette</b>	<b>3 000 000</b>	<b>4 000 000</b>	<b>4 000 000</b>	<b>4 000 000</b>	<b>17,8%</b>	<b>16,4%</b>
Dont BA	3 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000		
Dont BP	0	0	0	0		
<b>Rés. d'investissement hors dette et emprunts</b>	<b>-2 507 880</b>	<b>-3 343 840</b>	<b>-3 343 840</b>	<b>-3 343 840</b>	<b>26,8%</b>	<b>15,3%</b>
Dont BP	-2 507 880	-3 343 840	-3 343 840	-3 343 840		
Dont BA	0	0	0	0		
<b>(+) Besoin ou (-) excédent de financement</b>	<b>1 066 785</b>	<b>2 549 150</b>	<b>2 240 778</b>	<b>1 910 537</b>	<b>12,3%</b>	<b>-216,2%</b>
Dont BP	-1 063 567	-2 549 366	-2 244 531	-1 917 930		
Dont BA	3 218	-216	-3 753	-7 393		

Le programme d'investissement est de 3.000.000 € la première année, puis de 4.000.000 € par an. Les recettes proviennent du FCTVA à taux constant de 16,404% sur la période.

La section investissement consolidée laisse apparaître un besoin de financement sur la période de 1.067 k€ en 2016 jusqu'à 1.911 k€ en 2019. Pour les financer, le recours soit à l'emprunt, soit à l'utilisation du fonds de roulement est envisagé puisqu'il n'est pas prévu de hausse de la fiscalité locale.

(2) équilibre : emprunt et utilisation du fonds de roulement

	2016	2017	2018	2019
<b>Emprunts nouveaux consolidés</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 000 000</b>
BP Emprunts nouveaux	<b>1 000 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>700 000</b>
BA Emprunts nouveau	0	0	0	0
<b>Equilibre consolidé</b>	<b>-66 785</b>	<b>-1 549 150</b>	<b>-1 240 778</b>	<b>-1 210 537</b>

L'emprunt de 1.000.000 € positionné en 2016 a été contracté au taux de 1% sur 15 ans. Il s'agit du reste à réaliser de 2015. Un emprunt de 1.000 k€ a été prévu sur les années suivantes, puis 700 k€ en 2019 au taux de 2,5% et sur 15 ans.

Ainsi, le fonds de roulement est maintenu à 5.000.000 € et ce, grâce une utilisation raisonnée maximale de 2,5 m€ par an.



Communauté de communes de Montesquieu – Débat d'orientation budgétaire 2016

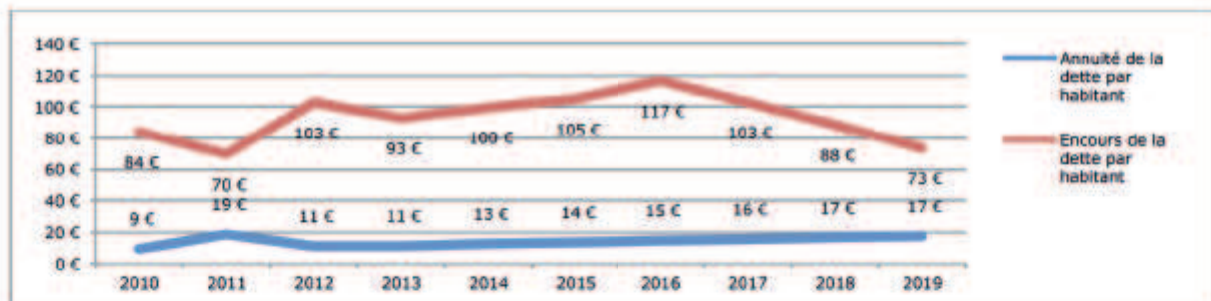
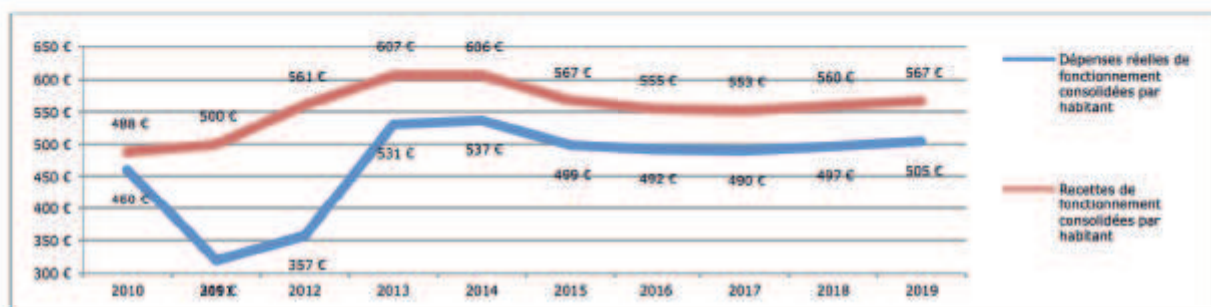
	2016	2017	2018	2019	% 10-15	% 15-19
<b>Equilibre consolidé</b>	<b>-70 635</b>	<b>-1 553 000</b>	<b>-1 244 628</b>	<b>-1 214 387</b>	<b>33,0%</b>	
(-) Utilisation (+) constitution du fonds de roulement	-1 070 635	-2 553 000	-2 244 628	-1 914 387		
<b>Fonds de roulement</b>	<b>9 147 373</b>	<b>7 594 373</b>	<b>6 349 745</b>	<b>5 135 358</b>	<b>31,6%</b>	<b>-11,0%</b>

### c) Ratios

Un certain nombre de ratios ont été positionnés, et notamment ceux préconisés par la DGCL. Ils sont tous largement au dessus des usages communément admis. Le ratio n°1 étant compensé par le ratio n°2. On notera un faible endettement sur la période, entraînant des charges financières rapportées aux recettes à un niveau de 0,42%. Une capacité de désendettement inférieure à 1,7 ans.

	2016	2017	2018	2019	DGCL	
<b>Ratios consolidés</b>						
<b>FONCTIONNEMENT</b>						
Dépenses réelles de fonctionnement consolidées par habitant	492 €	490 €	497 €	505 €	<b>378 € (2011)</b>	ratio 1
Recettes de fonctionnement consolidées par habitant	555 €	553 €	560 €	567 €	<b>449 € (2011)</b>	ratio 3
<b>INVESTISSEMENT</b>						
Dépenses d'investissement consolidées par habitant	98 €	121 €	119 €	110 €	<b>88 € (2011)</b>	ratio 4
Recettes d'investissement consolidées par habitant	37 €	40 €	39 €	32 €		
Marges d'autofinancement (DRF+dettes)/RF	93,6%	96,5%	95,3%	94,1%		
Produits impositions/population	250 €	257 €	263 €	269 €	<b>239 € (2011)</b>	ratio 2
DGF/population	34 €	23 €	22 €	20 €	<b>29 € (2011)</b>	ratio 6
Dépenses personnel/dép fonctionnement	30,1%	29,4%	29,5%	28,0%	<b>21,2% (2011)</b>	ratio 7

	2016	2017	2018	2019		
<b>Indicateurs</b>						
<b>DETTE</b>						
Encours de la dette par habitant	117 €	103 €	88 €	73 €	152 € (2011)	ratio 5
Annuité de la dette par habitant	15 €	16 €	17 €	17 €		
<b>Taux moyen de la dette</b>	2,92%	3,54%	4,36%	5,24%		
Annuité de la dette/recettes réelles de fonctionnement consolidées	2,66%	2,85%	2,98%	3,09%	< 20%	
Intérêts de la dette/recette réelles de fonctionnement consolidées	0,61%	0,66%	0,69%	0,68%		
Cap. Désendettement (année) (dette/ep brute)	2,5	3,3	2,3	1,6	< 8 ans	



## 6) Conclusion

L'analyse rétrospective 2010-2015 a permis de mettre en évidence la maîtrise des dépenses et la vitalité des recettes locales à taux constant.

Forte de ce dynamisme et malgré une conjoncture difficile, la Communauté de Communes de Montesquieu peut envisager l'avenir avec quiétude.

Porteurs de richesse et promesses d'avenir pour l'ensemble des 13 communes du Canton, un programme d'investissement de 3.000.000 € est prévu en 2016 suivi de 4.000.000 € par an sur les années suivantes.



Rappelons que ce programme comprend des investissements de maintien du patrimoine et, pour 2/3, des investissements structurants dont on peut escompter des retombées humaines et économiques à moyen terme.

Parmi ces projets, on peut citer, la reprise de zones d'activités économiques du territoire et les opérations destinées à protéger les personnes et les biens : bassins versants et protection des digues. Enfin, même si la loi MAPTAM nous y autorise, aucun prélèvement fiscal local n'a été envisagé sur la période 2015-2019.

La solidarité entre les communes n'a pas été oubliée car la Communauté de Communes prendra en charge, en 2017, sans contrepartie, les frais de fonctionnement du SDIS, à hauteur de 560 k€. Cet effort représente 30% de l'épargne brute moyenne de l'EPCI.

L'année 2016 marquera le coup d'envoi du projet phare du territoire : la réalisation d'un bâtiment entièrement dédié à la création d'entreprises. Il rassemblera une pépinière et un hôtel d'entreprises, un espace de coworking et un FABLAB, un restaurant d'entreprises et une salle de conférence.

## ANNEXES

- Tableau d'investissements prévisionnels 2016-2019
- Ratios 2010-2019
- Synthèse dette 2010-2019
- Consolidation 2010-2019
- Comptes administratifs 2015 BP et BA

**INVESTISSEMENT DE MAINTIEN DU PATRIMOINE**

actif (Tout)

catégorie	Budget	nom du prog	Valeurs			
			Somme sur 2016	Somme sur 2017	Somme sur 2018	Somme sur 2019
remplacement équipement			359 600	312 200	265 600	72 100
gros entretien			584 450	810 600	1 797 600	172 000
conformité			181 000	132 300	1 032 000	2 008 000
<b>Total</b>			<b>1 125 050</b>	<b>1 255 100</b>	<b>3 095 200</b>	<b>2 252 100</b>

**INVESTISSEMENTS "nouveaux"**

actif (Tout)

catégorie	Budget	nom du prog	Valeurs			
			Somme sur 2016	Somme sur 2017	Somme sur 2018	Somme sur 2019
amélioration			310 610	543 000	911 400	248 000
Nouvel équipement			603 600	75 000	108 000	15 000
projet structurant	BP	AIRE D'ACCUEIL	431 000	107 000	1 021 000	655 000
		DECHETERIE MIGELANE	30 000	130 000		
		BASSINS VERSANTS	174 223			
		PLAN ACTION ZH zero	135 000			
		BETHANIE	289 000	20 000	50 000	50 000
		SDIS	1 000 000			
		BASSINS ECRETEURS	387 000	1 197 000	1 206 000	1 170 000
		DIGUES	1 786 500	660 000	550 000	510 000
		FC PISTES CYCLABLES	300 000	375 000	150 000	150 000
		DEVELOPPEMENT TERR	474 386	100 000	100 000	100 000
		PONTON ESQUILLOT	670 000			
		MAITRISE FONCIERE		200 000		200 000
		VOIES NOUVELLES	433 000	405 000	300 000	405 000
		ZA LES PINS VERTS	170 000	100 000	1 800 000	
		NOUVEAU BATIMENT	100 000	1 500 000	2 000 000	2 000 000
		GIRONDE NUMERIQUE	0	500 000	500 000	500 000
	BA CR			75 000	25 000	
	BA AERO		10 000			
<b>Somme projet structurant</b>			<b>6 390 109</b>	<b>5 294 000</b>	<b>7 752 000</b>	<b>5 765 000</b>
<b>Total</b>			<b>7 304 319</b>	<b>5 912 000</b>	<b>8 771 400</b>	<b>6 028 000</b>

**TOTAL INVESTISSEMENTS**

actif (Tout)

catégorie	Budget	nom du prog	Valeurs			
			Somme sur 2016	Somme sur 2017	Somme sur 2018	Somme sur 2019
amélioration			310 610	543 000	911 400	248 000
remplacement équipement			359 600	312 200	265 600	72 100
Nouvel équipement			603 600	75 000	108 000	15 000
gros entretien			584 450	810 600	1 797 600	172 000
conformité			181 000	132 300	1 032 000	2 008 000
projet structurant			6 390 109	5 294 000	7 752 000	5 765 000
<b>Total</b>			<b>8 429 369</b>	<b>7 167 100</b>	<b>11 866 600</b>	<b>8 280 100</b>



**Ratios consolidés**

**FONCTIONNEMENT**  
 Dépenses réelles de fonctionnement consolidées par habitant  
 Recettes de fonctionnement consolidées par habitant  
 Marge d'autofinancement (DAF+dettes)/RF  
 Produits impositifs/population  
 DGF/population  
 Dépenses personnelles/dép. fonctionnement

2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
480 €	318 €	357 €	531 €	537 €	499 €	492 €	480 €	497 €	505 €	505 €
488 €	500 €	561 €	607 €	605 €	587 €	555 €	553 €	560 €	567 €	567 €
23 €	129 €	43 €	28 €	72 €	65 €	98 €	121 €	119 €	110 €	110 €
9 €	85 €	8 €	8 €	38 €	34 €	37 €	40 €	39 €	32 €	32 €
95,4%	96,2%	91,1%	96,8%	88,1%	90,3%	93,6%	96,5%	95,3%	94,1%	94,1%
174 €	204 €	217 €	242 €	248 €	245 €	250 €	257 €	263 €	269 €	269 €
71 €	62 €	63 €	69 €	57 €	46 €	34 €	23 €	22 €	20 €	20 €
23,7%	25,6%	25,7%	26,1%	28,7%	30,4%	30,1%	29,4%	29,5%	28,0%	28,0%

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
84 €	70 €	103 €	93 €	100 €	105 €	117 €	103 €	88 €	73 €	73 €
9 €	19 €	11 €	11 €	13 €	14 €	15 €	16 €	17 €	17 €	17 €
4,33%	6,59%	4,05%	4,05%	3,77%	3,25%	2,52%	3,54%	4,30%	5,24%	5,24%
1,93%	3,76%	1,89%	1,89%	2,10%	2,42%	2,66%	2,98%	3,09%	3,09%	3,09%
6,78%	9,52%	8,81%	8,62%	8,62%	8,63%	8,61%	8,66%	8,69%	8,69%	8,69%

2,62	3,0	2,1	1,8	1,1	1,2	1,6	2,5	3,3	2,3	1,9
------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

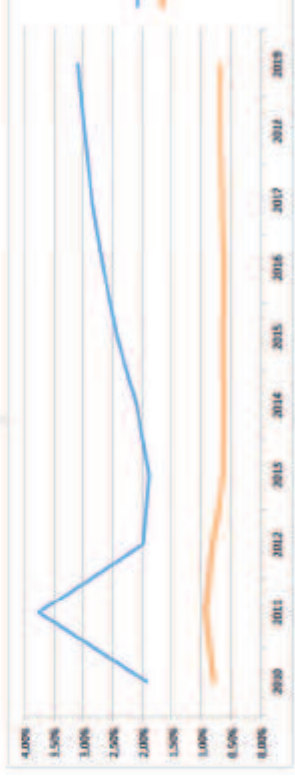
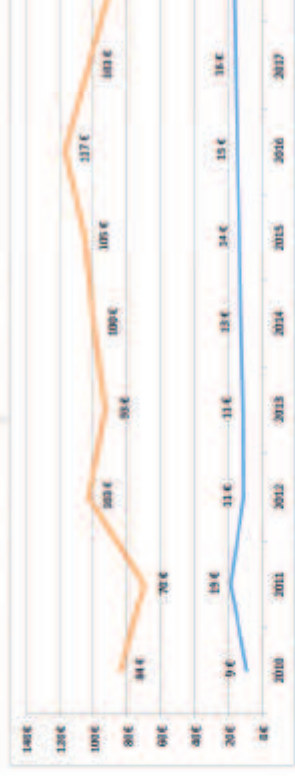
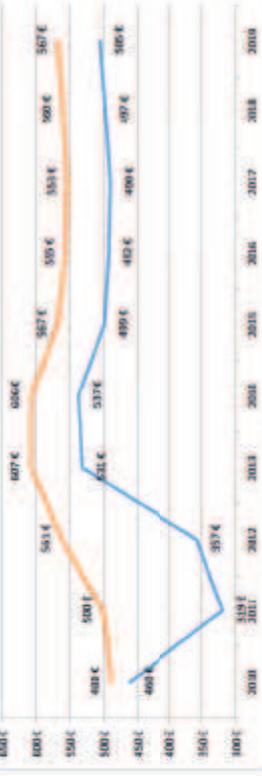
**Indicateurs**

**DETTE**  
 Encours de la dette par habitant  
 Annuité de la dette par habitant

Taux moyen de la dette  
 Annuité de la dette/recettes réelles de fonctionnement consolidées  
 Intérêts de la dette/recettes réelles de fonctionnement consolidées

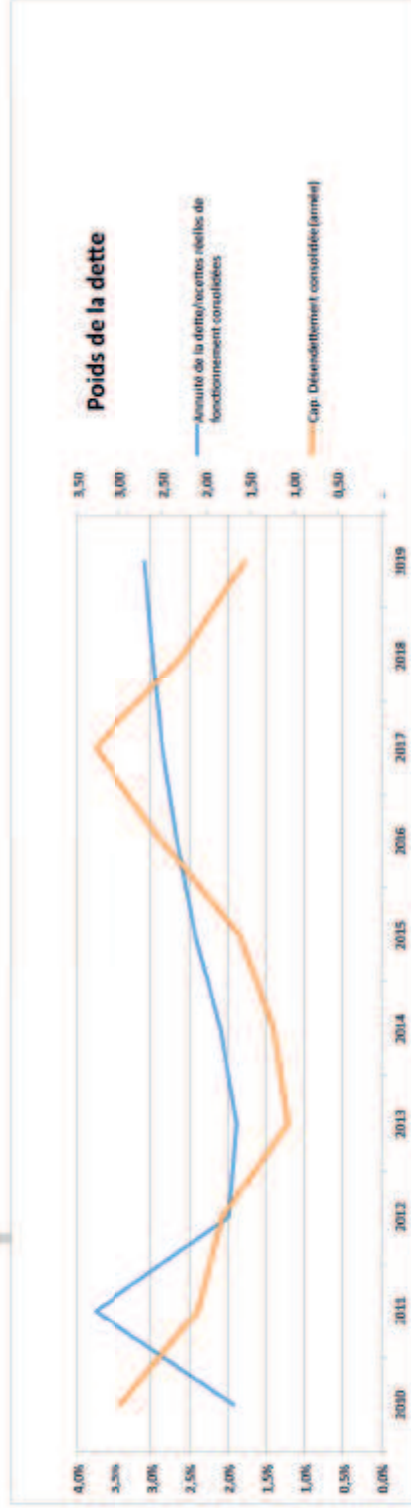
Cap. Désendettement (année) (dette/cap. brute)

2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019



## SYNTHÈSE DE LA DETTE

	Passé			Présent			Avenir			
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>- Remboursement en capital</b>										
Capital des emprunts antérieurs	522 354	244 149	291 649	349 460	349 460	409 987	464 010	502 759	539 538	582 743
Remboursement en capital des nouveaux emprunts	522 354	152 576	146 146	311 844	849 849	428 861	411 058	389 749	343 738	343 856
<b>- Intérêts de la dette</b>										
Intérêts des emprunts antérieurs	139 060	159 198	168 519	144 442	146 511	143 169	139 189	150 771	161 932	164 413
Intérêt des nouveaux emprunts	139 060	169 198	168 519	144 442	146 511	143 169	139 189	150 771	161 932	164 413
<b>- Annuité de la dette</b>										
Annuité des emprunts antérieurs	341 414	691 367	414 668	436 091	495 971	553 156	603 198	653 530	701 520	747 156
Annuité des nouveaux emprunts	341 414	691 367	414 668	436 091	495 971	553 156	603 198	653 530	701 520	747 156
<b>- Encours de la dette</b>										
Encours des emprunts antérieurs	3 035 996	2 555 624	3 826 720	3 535 071	3 885 611	4 225 623	4 761 614	4 258 855	3 719 317	3 136 574
Capital restant dû des nouveaux emprunts	3 035 996	3 363 824	3 826 720	3 535 071	3 885 611	4 225 623	4 761 614	4 258 855	3 719 317	3 136 574
Frais financiers Instruments court terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Frais financiers divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Taux moyen de la dette</b>	4,6%	5,6%	4,4%	4,1%	3,8%	3,4%	2,9%	3,5%	4,4%	5,2%
<b>Annuité de la dette/recettes réelles de fonctionnement cons</b>	1,9%	3,8%	2,0%	1,9%	2,1%	2,4%	2,7%	2,9%	3,0%	3,1%
<b>Intérêts de la dette/recettes réelles de fonctionnement cons</b>	0,8%	0,5%	0,8%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,7%	0,7%	0,7%
<b>Cap. Désendettement consolidé (année)</b>	7,62	2,09	1,81	1,05	1,22	1,61	2,50	3,38	2,26	1,56









## Budget principal

00002010  
17.05.16

éc.  
CA/14  
%

éc.  
BP/CA  
%

éc. BP/CA  
%

rat 2015

CA 2015

BP 2015

CA 2014

CA 2013

Section Fonct.	CA 2013	CA 2014	BP 2015	CA 2015	rat 2015	éc. BP/CA %	éc. BP/CA %	éc. CA/2014	éc. CA/14 %
<b>Depenses</b>									
F D I 002	0,00	0,00	0,00	0,00	?	0,00	?	0,00	?
F D R 011	5 214 237,42	6 438 150,89	7 041 864,93	6 374 020,52		-667 844,41	-9,5%	-64 130,37	-1,0%
F D R 012	4 832 863,97	5 170 656,41	6 134 233,00	5 747 154,33		-387 078,67	-5,3%	576 497,92	11,1%
F D R 014	5 248 128,53	4 996 752,09	4 676 859,00	4 642 707,85		-34 151,15	-0,7%	-354 044,24	-7,1%
F D R 022	0,00	0,00	712 876,44	0,00		-712 876,44	?	0,00	?
F D R 65	1 746 654,91	821 339,25	1 095 417,85	1 058 307,60		-37 110,25	-3,4%	236 968,35	28,9%
F D R 66	144 442,40	144 256,62	144 366,27	143 169,63		-1 196,64	-0,8%	-1 086,99	-0,8%
F D R 67	287 713,83	218 419,55	55 926,52	4 633,51		-51 293,01	-91,7%	-213 786,04	-97,9%
F D O 022	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	?	0,00	?
F D O 023	0,00	0,00	6 421 752,34	0,00		-6 421 752,34	?	0,00	?
F D O 042	474 064,25	630 794,99	784 633,34	784 633,34		0,00	0,0%	153 838,35	24,4%
<b>Total D</b>	<b>17 948 105,31</b>	<b>18 420 369,80</b>	<b>27 067 929,69</b>	<b>18 754 626,78</b>		<b>-8 313 302,91</b>	<b>-30,7%</b>	<b>334 256,98</b>	<b>1,8%</b>
<b>Recettes</b>									
F R I 002	0,00	0,00	6 705 581,30	6 705 581,30		0,00	0,0%	6 705 581,30	?
F R R 013	134 815,46	233 257,18	158 000,00	207 033,37		49 033,37	31,0%	-26 223,81	-11,2%
F R R 70	913 391,94	985 179,51	935 746,00	986 285,92		50 539,92	5,4%	1 106,41	0,1%
F R R 73	13 197 577,05	13 782 145,09	13 939 821,00	14 218 400,18		278 579,18	2,0%	436 255,09	3,2%
F R R 74	5 702 138,83	5 907 359,99	4 675 806,43	4 713 048,69		37 242,26	0,8%	-1 194 311,30	-20,2%
F R R 75	77 278,03	91 596,42	526 852,44	313 073,89		-213 778,55	-40,6%	221 477,47	?
F R R 76	31,12	0,00	0,00	0,00		0,00	?	0,00	?
F R R 77	300 827,32	66 959,25	53 926,52	51 473,86		-2 452,66	-4,5%	-15 485,39	-23,1%
F R O 042	74 079,00	57 816,20	72 196,00	72 196,00		0,00	0,0%	14 379,80	24,9%
<b>Total R</b>	<b>20 400 138,75</b>	<b>21 124 313,64</b>	<b>27 067 929,69</b>	<b>27 267 093,21</b>		<b>199 163,52</b>	<b>0,7%</b>	<b>6 142 779,57</b>	<b>29,1%</b>
<b>Total Section Fonct.</b>	<b>2 452 033,44</b>	<b>2 703 943,84</b>	<b>-0,00</b>	<b>8 512 466,43</b>		<b>8 512 466,43</b>		<b>5 808 522,59</b>	<b>16,4%</b>
<b>Section Invest</b>									
I D I 001	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	?	0,00	?
I D R 013	54 288,00	0,00	0,00	0,00		0,00	?	0,00	?
I D R 16	291 649,11	349 459,59	410 987,25	409 987,24		-1 000,01	-0,2%	60 527,65	17,3%
I D R 21	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	?	0,00	?
I D R 022	0,00	0,00	406 362,56	0,00		-406 362,56	?	0,00	?
I D R 23	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	?	0,00	?
I D R 27	0,00	1 500,00	51 952,67	50 000,00		-1 952,67	-3,8%	48 500,00	?
I D R 204	0,00	0,00	618 476,40	0,00		-618 476,40	?	0,00	?
I D R 11101	17 792,97	32 348,41	60 800,00	36 474,83		-24 325,17	-40,0%	4 126,42	12,8%

ADS pens solid reflect sal

pas caf communes 2015

TS 99 CR 3.5 OT 198 avec TS 262

pas BA TS CR

rembt maladie

+RS -tascom -TS +JFER

DGF et mep ratt 2014

ref sal 2015

capital

isg



## Budget principal

08/03/2018  
17:06:16éc.  
CA/14  
%éc.  
BP/CA  
%éc. BF/CA  
%

rat 2015

CA 2015

BP 2015

CA 2014

CA 2013

I D R	CA 2013	CA 2014	BP 2015	CA 2015	rat 2015	éc. BF/CA %	éc. CA/2014	éc. CA/14 %
I D R 11102	0,00	0,00	12 200,00	9 939,51		-2 260,49 -18,5%	9 939,51	?
I D R 11104	1 126,16	0,00	0,00	0,00		0,00 ?	0,00	?
I D R 11106	0,00	0,00	800 000,00	31 983,60		-778 016,40 -97,3%	21 983,60	?
I D R 11107	0,00	0,00	80 000,00	0,00		-80 000,00 ?	0,00	?
I D R 11108	0,00	0,00	81 710,00	0,00	2 808,00	-81 710,00 ?	0,00	?
I D R 11109	0,00	674 571,07	159 954,75	1 49 617,93	7 304,05	-10 336,82 -5,5%	-524 953,14	-77,8%
I D R 11111	18 384,91	0,00	0,00	0,00		0,00 ?	0,00	?
I D R 11112	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00 ?	0,00	?
I D R 11114	0,00	0,00	14 150,00	11 807,04	2 333,46	-2 342,96 -15,6%	11 807,04	?
I D R 11115	0,00	0,00	63 100,00	36 937,84	17 392,16	-26 162,16 -41,5%	36 937,84	?
I D R 11116	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00 ?	0,00	?
I D R 11117	0,00	0,00	35 000,00	19 506,00	2 644,92	-15 494,00 -44,3%	19 506,00	?
I D R 11118	30 976,40	1 200,00	272 646,00	63 471,00	44 952,00	-209 175,00 -75,7%	62 271,00	?
I D R 11121	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00 ?	0,00	?
I D R 11124	72 388,90	15 890,24	57 730,49	1 747,51	15 996,60	-55 982,98 -97,0%	-14 142,73	-89,0%
I D R 11126	0,00	0,00	2 500,00	573,02		-1 926,98 -77,1%	573,02	?
I D R 11127	106 793,54	19 932,29	8 495,01	5 095,01		-3 400,00 -40,0%	-14 037,28	-74,4%
I D R 11129	4 608,20	5 432,32	33 532,00	2 974,35		-30 557,65 -91,1%	-2 457,97	-45,2%
I D R 11130	5 255,16	3 773,10	16 427,97	7 824,83	3 116,22	-8 603,14 -52,4%	4 051,73	?
I D R 11131	12 822,38	5 167,44	34 652,00	20 393,43		-14 258,57 -41,1%	15 225,99	?
I D R 11132	2 175,54	1 245,82	32 265,00	19 441,79	3 124,25	-12 823,21 -39,7%	18 195,97	?
I D R 11133	2 527,85	643,51	13 632,00	4 635,74	426,93	-8 996,26 -65,0%	3 992,23	?
I D R 11134	1 143,59	1 692,52	20 797,97	4 270,49	646,00	-16 527,48 -79,5%	2 577,97	?
I D R 11135	125 064,49	17 259,49	18 358,15	2 828,01		-15 530,14 -84,6%	-14 431,48	-83,6%
I D R 11136	2 866,49	22 159,87	12 711,87	3 647,73		-9 064,14 -71,3%	-18 512,14	-83,5%
I D R 11137	6 967,03	2 253,36	0,00	0,00		0,00 ?	-2 253,36	?
I D R 11139	388 503,06	890 937,40	30 243,68	18 080,59	9 817,20	-12 163,09 -40,2%	-872 856,81	-98,0%
I D R 11140	39 383,00	159 671,00	64 839,80	0,00	64 839,80	-64 839,80 ?	-159 671,00	?
I D R 11141	51 946,82	0,00	12 200,00	0,00	6 156,48	-12 200,00 ?	0,00	?
I D R 11142	0,00	4 278,00	20 208,80	5 164,80	756,00	-15 044,00 -74,4%	886,80	20,7%
I D R 11143	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00		-1 000 000,00 ?	0,00	?
I D R 11144	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00 ?	0,00	?
I D R 11145	0,00	8 527,50	950 000,00	1 620,00	139 860,00	-948 380,00 -99,8%	-6 907,50	-81,0%
I D R 11146	0,00	8 118,00	1 491 523,00	66 276,00	52 506,00	-1 425 247,00 -95,6%	58 158,00	?
I D R 11147	0,00	31 180,28	96 100,00	29 410,28	28,00	-66 689,72 -69,4%	-1 770,00	-5,7%
I D R 11148	0,00	53 825,35	256 803,45	81 398,64	131 893,73	-175 404,81 -68,3%	27 573,29	51,2%



## Budget principal

00/03/2016  
17.05.16

	CA 2013	CA 2014	BP 2015	CA 2015	rat 2015	éc. BF/CA	éc. BP/CA	éc. CA/2014	éc. CA/14	éc. CA/2016
							%		%	%
I D R 11149	0,00	0,00	550 000,00	30 888,87		-519 111,13	-94,4%	30 888,87	?	?
I D R 11150	0,00	0,00	854 386,17	0,00		-854 386,17	?	0,00	?	?
I D R 11151	0,00	0,00	726 000,00	18 839,93		-707 160,07	-97,4%	18 839,93	?	?
I D R 11152	0,00	0,00	53 400,00	44 007,57	7 758,38	-9 392,43	-17,6%	44 007,57	?	?
I D R 11153	0,00	0,00	450 000,00	31 372,50		-418 627,50	-93,0%	31 372,50	?	?
I D R 11154	0,00	0,00	152 181,00	0,00		-152 181,00	?	0,00	?	?
I D R 11155	0,00	0,00	931 000,00	881 505,28	33 220,91	-49 494,72	-5,3%	881 505,28	?	?
I D R 11156	0,00	0,00	5 000,00	405,10	4 594,90	-4 594,90	-91,0%	405,10	?	?
I D O 040	215 726,52	57 816,20	72 196,00	72 196,00		0,00	0,0%	14 379,80	24,9%	
I D O 041	0,00	59 029,89	10 699,50	10 699,50		0,00	0,0%	-48 330,39	-81,9%	
<b>Total D</b>	<b>1 462 390,12</b>	<b>2 427 912,65</b>	<b>11 045 223,49</b>	<b>2 175 021,96</b>	<b>940 171,57</b>	<b>-6 870 201,53</b>	<b>-80,3%</b>	<b>-252 890,69</b>	<b>-10,4%</b>	
<b>Section Invest</b>										
I R I 001	0,00	0,00	2 164 281,11	2 164 281,11		0,00	0,0%	2 164 281,11	?	
I R R 10	10 293,62	3 303 107,23	832 000,00	151 400,00	219 235,00	-680 600,00	-81,8%	-3 151 707,23	-95,4%	
I R R 013	29 775,00	25 000,00	0,00	0,00		0,00	?	-25 000,00	?	
I R R 16	110,00	700 110,00	751 000,00	750 410,00	1 000 000,00	-590,00	-0,1%	50 300,00	7,2%	
I R R 23	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	?	0,00	?	
I R R 27	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	?	0,00	?	
I R R 11102	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	?	0,00	?	
I R R 11106	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	?	0,00	?	
I R R 11107	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	?	0,00	?	
I R R 11118	8 986,00	0,00	7 100,00	24 000,00	31 100,00	16 900,00	?	24 000,00	?	
I R R 11124	0,00	0,00	0,00	3 488,29		3 488,29	?	3 488,29	?	
I R R 11135	210 000,00	66 528,00	0,00	0,00		0,00	?	-66 528,00	?	
I R R 11136	0,00	0,00	6 752,20	0,00	6 752,20	-6 752,20	?	0,00	?	
I R R 11139	48 125,00	48 125,00	47 325,00	47 325,00		0,00	0,0%	-800,00	-1,7%	
I R R 11146	0,00	0,00	19 680,00	0,00	0,00	-19 680,00	?	0,00	?	
I R R 11147	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	?	0,00	?	
I R R 11148	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	?	0,00	?	
I R R 11149	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	?	0,00	?	
I R O 21	0,00	0,00	6 421 752,34	0,00		-6 421 752,34	?	0,00	?	
I R O 040	597 711,77	630 794,99	784 633,34	784 633,34		0,00	0,0%	153 838,35	24,4%	
I R O 041	0,00	59 029,89	10 699,50	10 699,50		0,00	0,0%	-48 330,39	-81,9%	
<b>Total R</b>	<b>905 001,39</b>	<b>4 832 695,11</b>	<b>11 045 223,49</b>	<b>3 936 237,24</b>	<b>1 257 087,20</b>	<b>-7 108 986,25</b>	<b>-68,4%</b>	<b>-896 457,87</b>	<b>-18,5%</b>	
<b>Total Sector Invest</b>	<b>-557 388,73</b>	<b>2 404 782,46</b>	<b>-0,00</b>	<b>1 761 215,28</b>	<b>318 915,63</b>	<b>1 761 215,28</b>		<b>-643 567,18</b>	<b>-15,8%</b>	



# Budget principal

00002010  
17.05.16

éc.  
CA/14  
%

éc.  
BF/CA  
%

rat 2015

CA 2015

BP 2015

CA 2014

CA 2013

Budget principal

1 894 644,71 5 108 726,30 -0,00 10 273 681,71 316 915,63 10 273 681,71 -31,6% 5 327 587,99 11,4%

⇒ Résultat de la section de fonctionnement

D -18 754 626,78  
R 20 561 511,91

Résultat de l'exercice  
1 806 885,13

Résultat de l'exercice antérieur (ligne 002 CA)

8 512 466,43

Résultat de clôture à affecter

⇒ Besoin réel de financement de la section d'investissement

D -2 175 021,96  
R 1 771 956,13

Résultat de la section d'investissement de l'exercice

Résultat reporté de l'exercice antérieur (ligne 001 de CA)

-403 065,83

Résultat comptable cumulé

1 761 215,28

Solde des restes à réaliser

-940 171,57

Dépenses d'investissement restant à réaliser

1 257 087,20

Recettes d'investissement restant à réaliser

516 915,63

Besoin (-) / Excédent (+) réel de financement

Affectation du résultat de la section de fonctionnement

2 078 130,91

En couverture du besoin réel de financement

En excédent reporté à la section de fonctionnement

8 512 466,43

8 512 466,43

Transcription budgétaire  
de l'affectation du résultat

Section de fonctionnement		Recettes	
Dépenses		R 002 : excédent reporté	
D 002 : déficit reporté :			8 512 466,43
Section d'investissement		Recettes	
Dépenses		R 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé	
D 001 : déficit reporté		R 001 : excédent reporté	1 767 045,33

Pour mémoire : report avant RAR 10 273 681,71

## Transports scolaires

00002016  
17.07.10

éc.  
CA/14  
%

éc.  
BP/CA  
%

éc. BF/CA

rat 2015

CA 2015

BP 2015

CA 2014

CA 2013

### Section Fonct.

#### Depenses

	CA 2013	CA 2014	BP 2015	CA 2015	rat 2015	éc. BF/CA	éc. BP/CA %	éc. CA/2014	éc. CA/14 %
F D I 002	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?	0,00	?
F D R 011	1 656 668,39	1 575 292,60	1 640 868,00	1 621 266,11		-19 601,89	-1,2%	45 973,51	2,9%
F D R 012	52 116,94	67 317,97	0,00	0,00		0,00	?	-67 317,97	?
F D R 022	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	?	0,00	?
F D R 65	1 633,00	514 692,08	343 084,00	68 858,01		-274 225,99	-79,9%	-445 834,07	-86,6%
F D R 66	146,39	0,00	0,00	0,00		0,00	?	0,00	?
F D R 67	48 514,36	126,00	215,00	86,00		-129,00	-60,0%	-40,00	-31,7%
F D O 022	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	?	0,00	?
F D O 023	0,00	0,00	9 851,51	0,00		-9 851,51	?	0,00	?
F D O 042	0,00	0,00	524,34	524,34		0,00	3,0%	524,34	?
<b>Total D</b>	<b>1 779 079,08</b>	<b>2 157 428,65</b>	<b>1 994 542,85</b>	<b>1 690 734,46</b>		<b>-303 808,39</b>	<b>-15,2%</b>	<b>-466 694,19</b>	<b>-21,6%</b>

avec CG 2015 non ratté & 2014 nc

### Section Fonct.

#### Recettes

F R I 002	0,00	0,00	86,00	86,00		0,00	3,0%	86,00	?
F R R 013	4,57	115,24	0,00	0,00		0,00	?	-115,24	?
F R R 70	244 978,00	217 910,00	220 590,00	217 250,54		-3 339,46	-1,5%	-659,46	-0,3%
F R R 74	1 257 769,45	1 212 740,65	1 507 656,85	1 210 649,17		-297 007,68	-19,7%	-2 091,48	-0,2%
F R R 75	1 278,40	262 780,46	266 210,00	262 221,10		-3 988,90	-1,5%	-559,36	-0,2%
F R R 76	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	?	0,00	?
F R R 77	517 290,68	211 701,38	0,00	527,65		527,65	?	-211 173,73	-99,8%
<b>Total R</b>	<b>2 031 321,10</b>	<b>1 905 247,73</b>	<b>1 994 542,85</b>	<b>1 690 734,46</b>		<b>-303 808,39</b>	<b>-15,2%</b>	<b>-214 513,27</b>	<b>-11,3%</b>
<b>Total Section Fonct.</b>	<b>252 242,02</b>	<b>-252 180,92</b>	<b>-0,00</b>	<b>-0,00</b>		<b>-0,00</b>		<b>252 180,92</b>	<b>-16,8%</b>

dt vt BP 99 hors ratté 113 cg

VT BA ts 2014

### Section Invest

#### Depenses

I D R 20	0,00	0,00	15 300,00	0,00		-15 300,00	?	0,00	?
I D R 21	0,00	524,34	2 000,00	1 618,44		-381,56	-13,1%	1 094,10	?
I D R 022	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	?	0,00	?
I D O 040	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	?	0,00	?
<b>Total D</b>	<b>0,00</b>	<b>524,34</b>	<b>17 300,00</b>	<b>1 618,44</b>		<b>-15 681,56</b>	<b>-90,6%</b>	<b>1 094,10</b>	<b>?</b>

Logiciel/ pas de RAR-> BP

Logiciel/ pas de RAR-> BP

### Section Invest

#### Recettes

I R I 001	0,00	0,00	6 924,15	6 924,15		0,00	3,0%	6 924,15	?
I R R 10	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	?	0,00	?
I R R 20	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	?	0,00	?
I R O 21	0,00	0,00	9 851,51	0,00		-9 851,51	?	0,00	?
I R O 040	0,00	0,00	524,34	524,34		0,00	3,0%	524,34	?
<b>Total R</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>17 300,00</b>	<b>7 448,49</b>		<b>-9 851,51</b>	<b>-55,9%</b>	<b>7 448,49</b>	<b>?</b>



# Transports scolaires

00002010  
17.07.10

éc.  
CA/14  
%

éc.  
BF/CA  
%

éc. BF/CA

rat 2015

CA 2015

BP 2015

CA 2014

CA 2013

CA 2013

CA 2014

CA 2015

Total Section Invest	0,00	-524,34	0,00	5 830,05	5 830,05	5 830,05	6 354,39	7
Transports scolaires	252 242,02	-252 705,26	-0,00	5 830,05	5 830,05	5 830,05	-672 564,87	-16,6%

⇒ Résultat de la section de fonctionnement

D	-1 690 734,46
R	1 690 648,46

Résultat de l'exercice  
-86,00

Résultat de l'exercice antérieur (ligne 002 CA)  
86,00

Résultat de clôture à affecter  
-0,00

⇒ Besoin réel de financement de la section d'investissement

D	-1 618,44
R	524,34

Résultat de la section d'investissement de l'exercice  
-1 094,10

Résultat reporté de l'exercice antérieur (ligne 001 de CA)  
6 924,15

Résultat comptable cumulé  
5 830,05

## Affectation du résultat

Dépenses d'investissement restant à réaliser  
Recettes d'investissement restant à réaliser

Solde des restes à réaliser

Besoin (-) / Excédent (+) réel de financement  
5 830,05

Affectation du résultat de la section de fonctionnement

Affectation  
-0,00

En couverture du besoin réel de financement	0,00
En excédent reporté à la section de fonctionnement	0,00
	0,00

## Transcription budgétaire de l'affectation du résultat

Section de fonctionnement		Recettes	
Dépenses			
D 002 : déficit reporté :	0,00	R 002 : excédent reporté	0,00
Section d'investissement		Recettes	
Dépenses			
D 001 : déficit reporté	0,00	R 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé	0,00
		R 001 : excédent reporté	5 830,05

Pour mémoire : report avant RAR

5 830,05

# Production d'électricité photo

00002016  
17.07.46

éc.  
CA/14  
%

éc.  
BF/CA  
%

éc. BF/CA

rat 2015

CA 2015

BP 2015

CA 2014

CA 2013

-collecte +maintnce

## Section Fonct. Dépenses

F D R	011	Charges à caractère général	0,00	4 469,38	64 886,02	6 329,49	-58 556,53 -90,2%	1 860,11	41,6%
<b>Total D</b>	<b>0,00</b>	<b>4 469,38</b>	<b>64 886,02</b>	<b>6 329,49</b>	<b>-58 556,53 -90,2%</b>	<b>1 860,11</b>	<b>41,6%</b>		

## Section Fonct. Recettes

F R I R	002	Résultat d'exploitation	0,00	0,00	34 886,02	34 886,02	0,00 3,0%	34 886,02	7
F R R	70	Ventes de prod. fabriqués,	0,00	39 355,40	30 000,00	25 837,29	-4 162,71 -13,9%	-13 518,11	-34,3%
<b>Total R</b>	<b>0,00</b>	<b>39 355,40</b>	<b>64 886,02</b>	<b>60 723,31</b>	<b>-4 162,71 -5,4%</b>	<b>21 367,91</b>	<b>54,3%</b>		
<b>Total Section Fonct.</b>	<b>0,00</b>	<b>34 885,02</b>	<b>-0,00</b>	<b>54 393,82</b>	<b>54 393,82</b>	<b>39 507,80</b>	<b>53,0%</b>		
<b>Production d'électricité photo</b>	<b>0,00</b>	<b>34 886,02</b>	<b>-0,00</b>	<b>54 393,82</b>	<b>54 393,82</b>	<b>23 228,02</b>	<b>53,0%</b>		

⇒ Résultat de la section de fonctionnement

D	-6 329,49
R	25 837,29
	<b>19 507,80</b>
	34 886,02
	<b>54 393,82</b>

⇒ Besoin réel de financement de la section d'investissement

D	
R	Résultat de l'exercice
	Résultat de l'exercice antérieur (ligne 002 CA)
	<b>54 393,82</b>

## Affectation du résultat

	Résultat de la section d'investissement de l'exercice
	Résultat reporté de l'exercice antérieur (ligne 001 de CA)
	Dépenses d'investissement restant à réaliser
	Recettes d'investissement restant à réaliser
	<b>54 393,82</b>
	Besoin (-) / Excédent (+) réel de financement
	<b>54 393,82</b>
	En couverture du besoin réel de financement
	En excédent reporté à la section de fonctionnement
	<b>54 393,82</b>

Affectation du résultat de la section de fonctionnement

## Transcription budgétaire de l'affectation du résultat

Section de fonctionnement		Recettes	
Dépenses		R 002 : excédent reporté	
D 002 : déficit reporté :		<b>54 393,82</b>	
Section d'investissement		Recettes	
Dépenses		R 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé	
D 001 : déficit reporté		R 001 : excédent reporté	

Pour mémoire : report avant RAR

**54 393,82**



## Gestion site Montesquieu

09/03/2016  
10.03.28

éc.  
CA/14  
%

éc.  
BP/CA  
%

éc. BP/CA

rat 2015

CA 2015

BP 2015

CA 2014

CA 2013

### Section Fonct. Dépenses

F D R	011	Charges à caractère général	159 850,74	153 105,13	190 025,00	160 497,22	-29 327,78 -15,5%	0,00	7 392,09 4,8%
F D R	012	Charges de personnel et frais	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
F D R	022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	13 150,00	0,00	-13 150,00	0,00	0,00
F D R	65	Autres charges de gestion	0,00	0,00	35 128,00	35 000,03	-127,97 -0,4%	35 000,03	0,00
F D R	68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	24 100,00	0,00	-24 100,00	0,00	0,00
F D O	023	Virement à la section	0,00	0,00	364 347,18	0,00	-364 347,18	0,00	0,00
F D O	042	Opérations d'ordre de transfert	1 446,00	5 037,52	2 881,92	2 881,92	0,00 0,0%	-2 155,60 -42,8%	0,00
	<b>Total D</b>		<b>1 71 296,74</b>	<b>158 142,65</b>	<b>629 632,10</b>	<b>198 379,17</b>	<b>-431 252,93 -68,5%</b>	<b>40 236,52 25,4%</b>	

ette JIV provision non constituée

### Section Fonct. Recettes

F R I	002	Solde d'exé reporté	0,00	0,00	375 772,10	375 772,10	0,00 0,0%	375 772,10	0,00
F R R	70	Produits des services, du	232 040,90	246 213,49	251 860,00	259 266,47	7 406,47 2,9%	13 052,98 5,3%	0,00
F R R	75	Autres produits de gestion	0,00	0,00	2 000,00	0,00	-2 000,00	0,00	0,00
F R R	76	Produits financiers	42,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
F R R	77	Produits exceptionnels	1 584,68	56,13	0,00	2 899,20	2 899,20	2 899,20	2 833,07
	<b>Total R</b>		<b>233 668,19</b>	<b>246 279,62</b>	<b>629 632,10</b>	<b>637 937,77</b>	<b>8 305,67 1,3%</b>	<b>391 658,15</b>	0,00
	<b>Total Section Fonct.</b>		<b>62 371,45</b>	<b>88 135,97</b>	<b>-0,00</b>	<b>439 558,60</b>	<b>439 558,60</b>	<b>351 421,63</b>	0,00

### Section Invest Dépenses

I D I	001	Solde d'exé reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
I D R	20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
I D R	21	Immobilisations corporelles	6 446,27	0,00	372 266,62	0,00	-372 266,62	0,00	0,00
I D O	040	Opérations d'ordre de transfert	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total D</b>		<b>6 446,27</b>	<b>0,00</b>	<b>372 266,62</b>	<b>0,00</b>	<b>-372 266,62</b>	<b>0,00</b>	0,00

### Section Invest Recettes

I R I	001	Solde d'exé reporté	0,00	0,00	5 037,52	5 037,52	0,00 0,0%	5 037,52	0,00
I R R	10	Dotations, fonds divers et	3 655,10	2 578,60	0,00	0,00	0,00	-2 578,60	0,00
I R R	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
I R R	20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
I R R	21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
I R O	21	Virement de la section de	0,00	0,00	364 347,18	0,00	-364 347,18	0,00	0,00
I R O	040	Opérations d'ordre de transfert	1 446,00	5 037,52	2 881,92	2 881,92	0,00 0,0%	-2 155,60 -42,8%	0,00
	<b>Total R</b>		<b>5 101,10</b>	<b>7 616,12</b>	<b>372 266,62</b>	<b>7 919,44</b>	<b>-364 347,18 -97,9%</b>	<b>303,32 4,0%</b>	0,00
	<b>Total Section Invest</b>		<b>-1 345,17</b>	<b>7 616,12</b>	<b>0,00</b>	<b>7 919,44</b>	<b>7 919,44</b>	<b>303,32 4,0%</b>	0,00

# Gestion site Montesquieu

09/03/2016  
10.03.28

éc.  
CA/14  
%

éc.  
BF/CA  
%

rat 2015

CA 2015

BP 2015

CA 2014

CA 2013

Gestion site Montesquieu 61.026,28 95.753,09 -0,00 447.478,04 447.478,04 447.478,04 -57,9% 432.197,99 104,9%

⇒ Résultat de la section de fonctionnement

D -198 379,17  
R 262 165,67

**63 786,50** Résultat de l'exercice

375 772,10 Résultat de l'exercice antérieur (ligne 002 CA)

**439 558,60**

Résultat de clôture à affecter

⇒ Besoin réel de financement de la section d'investissement

D 0,00

R 2 881,92

**2 881,92** Résultat de la section d'investissement de l'exercice

5 037,52 Résultat reporté de l'exercice antérieur (ligne 001 de CA)

**7 919,44**

Résultat comptable cumulé

Dépenses d'investissement restant à réaliser

Recettes d'investissement restant à réaliser

Solde des restes à réaliser

**7 919,44**

Besoin (-) / Excédent (+) réel de financement

Affectation du résultat de la section de fonctionnement

**439 558,60**

0,00 En couverture du besoin réel de financement

**439 558,60** En excédent reporté à la section de fonctionnement

439 558,60

Transcription budgétaire  
de l'affectation du résultat

Section de fonctionnement		Recettes	
Dépenses		R 002 : excédent reporté	
D 002 : déficit reporté :			<b>439 558,60</b>
Section d'investissement		Recettes	
Dépenses		R 1063 : excédent de fonctionnement capitalisé	
D 001 : déficit reporté		R 001 : excédent reporté	<b>7 919,44</b>

Pour mémoire : report avant RAR **447 478,04**



## Extension Montesquieu

00/00/2016  
17.06.21

éc.  
CA/14  
%

éc.  
BP/CA  
%

éc. BF/CA

rat 2015

CA 2015

BP 2015

CA 2014

CA 2013

Section Fonct.	CA 2013	CA 2014	BP 2015	CA 2015	rat 2015	éc. BF/CA	éc. BP/CA %	éc. CA/2014	éc. CA/14 %
<b>Section Invest</b>									
<b>Depenses</b>									
I D I 001	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,00	0,0%
I D R 20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,00	0,0%
I D R 21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,00	0,0%
I D R 23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,00	0,0%
I D O 040	39 597,29	103 009,49	220 000,00	185 084,74	-34 915,26	-15,9%	82 075,25	79,7%	79,7%
<b>Total D</b>	<b>39 597,29</b>	<b>103 009,49</b>	<b>323 009,49</b>	<b>288 094,23</b>	<b>-34 915,26</b>	<b>-10,8%</b>	<b>185 084,74</b>		
<b>Recettes</b>									
I R I 001	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,00	0,0%
I R R 013	0,00	0,00	220 000,00	0,00	-220 000,00	0,00	0,0%	0,00	0,0%
I R R 21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,00	0,0%
I R R 23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,00	0,0%
I R O 21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,00	0,0%
I R O 040	656 000,00	39 597,29	103 009,49	103 009,49	0,00	0,00	0,0%	63 412,20	0,0%
<b>Total R</b>	<b>656 000,00</b>	<b>39 597,29</b>	<b>323 009,49</b>	<b>103 009,49</b>	<b>-220 000,00</b>	<b>-68,1%</b>	<b>63 412,20</b>		
<b>Total Section Invest</b>	<b>626 402,71</b>	<b>-63 412,20</b>	<b>-0,00</b>	<b>-185 084,74</b>	<b>-121 572,54</b>				
<b>Section Fonct.</b>									
<b>Recettes</b>									
F R R 70	420 042,00	63 477,00	432 376,64	297 894,00	-134 482,64	-31,1%	234 417,00	0,0%	0,0%
F R R 77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,00	0,0%
F R O 042	39 597,29	103 009,49	220 000,00	185 084,74	-34 915,26	-15,9%	82 075,25	79,7%	79,7%
<b>Total R</b>	<b>459 639,29</b>	<b>166 486,49</b>	<b>652 376,64</b>	<b>482 978,74</b>	<b>-169 397,90</b>	<b>-25,0%</b>	<b>316 492,25</b>		
<b>Total Section Fonct.</b>	<b>-208 816,01</b>	<b>116 095,41</b>	<b>0,00</b>	<b>22 704,39</b>	<b>22 704,39</b>			<b>-93 391,02</b>	
<b>Depenses</b>									
F D I 002	0,00	0,00	344 267,15	344 267,15	0,00	0,0%	344 267,15	0,0%	0,0%
F D R 011	2 455,30	10 793,79	205 100,00	12 997,71	-192 102,29	-93,7%	2 203,92	20,4%	20,4%
F D O 023	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,00	0,0%
F D O 042	656 000,00	39 597,29	103 009,49	103 009,49	0,00	0,0%	63 412,20	0,0%	0,0%
<b>Total D</b>	<b>658 455,30</b>	<b>50 391,08</b>	<b>652 376,64</b>	<b>460 274,35</b>	<b>-192 102,29</b>	<b>-29,4%</b>	<b>409 883,27</b>		

# Extension Montesquieu

00002010  
17.06.21

éc.  
CA/14  
%

éc. CA/2014

éc.  
BF/CA  
%

éc. BF/CA

rat 2015

CA 2015

BP 2015

CA 2014

CA 2013

Extension Montesquieu 417 586,70 52 683,21 0,00 -162 380,35 -162 380,35 -31,6% 974 872,46 271,2%

⇒ Résultat de la section de fonctionnement

D -116 007,20  
R 482 978,74

**366 971,54** Résultat de l'exercice

-344 267,15 Résultat de l'exercice antérieur (ligne 002 CA)

**22 704,39**

Résultat de clôture à affecter

⇒ Besoin réel de financement de la section d'investissement

D -185 084,74

R 103 009,49

**-82 075,25** Résultat de la section d'investissement de l'exercice

-103 009,49 Résultat reporté de l'exercice antérieur (ligne 001 de CA)

**-185 084,74**

Affectation du résultat

Résultat comptable cumulé

Dépenses d'investissement restant à réaliser

Recettes d'investissement restant à réaliser

Solde des restes à réaliser

Besoin (-) / Excédent (+) réel de financement

**-185 084,74**

Affectation du résultat de la section de fonctionnement

**22 704,39**

En couverture du besoin réel de financement

En excédent reporté à la section de fonctionnement

**22 704,39**

22 704,39

Transcription budgétaire  
de l'affectation du résultat

Section de fonctionnement		Recettes	
Dépenses		R 002 : excédent reporté	
D 002 : déficit reporté :			<b>22 704,39</b>
Section d'investissement		Recettes	
Dépenses		R 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé	
D 001 : déficit reporté		R 001 : excédent reporté	
	<b>-185 084,74</b>		

Pour mémoire : report avant RAR **-162 380,35**



## Centre de ressources

00002010  
17.06.50éc.  
CA/14  
%éc.  
BP/CA  
%

éc. BP/CA

rat 2015

CA 2015

BP 2015

CA 2014

CA 2013

## Section Fonct.

## Dépenses

Section Fonct.		CA 2013	CA 2014	BP 2015	CA 2015	rat 2015	éc. BP/CA	éc. CA/2014	éc. CA/14 %
F D I 002	Résultat d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	?
F D R 011	Charges à caractère général	191 336,05	217 499,71	264 080,00	236 463,61		-27 616,39	18 963,90	8,7%
F D R 012	Charges de personnel et frais	70 256,63	71 634,93	0,00	0,00		0,00	-71 634,93	?
F D R 022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	14 668,42	0,00		-14 668,42	0,00	?
F D R 65	Autres charges de gestion	0,00	1 695,53	82 219,00	70 789,05		-11 429,95	69 093,52	?
F D R 67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	1 000,00	100,00		-900,00	100,00	?
F D R 68	Dotations aux provisions et	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	?
F D O 023	Résultat d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	?
F D O 042	Opérations d'ordre de transfert	1 4945,60	31 747,38	0,00	0,00		0,00	-31 747,38	?
F D O 043	Opé. d'ordre à l'intérieur de la	0,00	0,00	43 727,61	43 727,61		0,00	43 727,61	?
	<b>Total D</b>	<b>276 538,28</b>	<b>322 577,55</b>	<b>405 695,03</b>	<b>351 080,27</b>		<b>-54 614,76</b>	<b>28 502,72</b>	<b>8,8%</b>

prov non valeur à passer.

## Section Fonct.

## Recettes

F R I 002	Résultat d'exploitation	0,00	0,00	27 594,03	27 594,03		0,00	27 594,03	?
F R R 013	Atténuations de charges	77,52	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	?
F R R 70	Ventes de prod. fabriqués,	307 691,02	312 277,26	328 100,00	314 468,33		-13 631,67	2 191,07	0,7%
F R R 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	40 001,00	0,00		-40 001,00	0,00	?
F R R 75	Autres produits de gestion	1 388,90	1 054,00	0,00	0,00		0,00	-1 054,00	?
F R R 77	Produits exceptionnels	2 240,49	1 980,67	0,00	0,00		0,00	-1 980,67	?
F R O 042	Opérations d'ordre de transfert	0,00	0,00	10 000,00	0,00		-10 000,00	0,00	?
	<b>Total R</b>	<b>311 397,93</b>	<b>315 311,93</b>	<b>405 695,03</b>	<b>342 062,36</b>		<b>-63 632,67</b>	<b>26 750,43</b>	<b>8,5%</b>
	<b>Total Section Fonct.</b>	<b>34 859,65</b>	<b>-7 265,62</b>	<b>0,00</b>	<b>-9 017,91</b>		<b>-9 017,91</b>	<b>-1 752,29</b>	<b>8,7%</b>

attente à vérifier JV

Virt BP -&gt; BA CR 3

## Section Invest

## Dépenses

I D I 001	Résultat d'investissement	0,00	0,00	138 633,93	138 633,93		0,00	138 633,93	?
I D R 16	Emprunts et dettes assimilées	5 274,96	4 728,70	6 000,00	3 847,20		1 196,93	-881,50	-18,6%
I D R 20	Immobilisations incorporelles	480,00	1 800,00	22 760,00	120,00		-22 640,00	-1 680,00	-93,3%
I D R 21	Immobilisations corporelles	34 398,97	108 456,39	490 810,08	56 372,57		-434 437,51	-52 083,82	-48,0%
I D R 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	?
I D R 27	Autres immobilisations	0,00	0,00	4 200,00	330,00		-3 870,00	330,00	?
I D O 040	Opérations d'ordre de transfert	0,00	0,00	10 000,00	0,00		-10 000,00	0,00	?
I D O 041	Opérations patrimoniales	0,00	480,00	1 800,00	1 800,00		0,00	1 320,00	?
	<b>Total D</b>	<b>40 153,93</b>	<b>115 465,09</b>	<b>674 204,01</b>	<b>201 103,70</b>		<b>-473 100,31</b>	<b>85 638,51</b>	<b>74,2%</b>

attente à vérifier Pp

## Section Invest

## Recettes

I R I 001	Résultat d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	?
I R R 10	Dotations, fonds divers et	8 617,29	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	?

## Centre de ressources

00/03/2016  
17:06:50

	CA 2013	CA 2014	BP 2015	CA 2015	rat 2015	éc. BF/CA %	éc. CA/2014	éc. CX/14 %
I R R 013	0,00	0,00	618 476,40	0,00	378 701,00	-618 476,40	0,00	?
I R R 16	4 079,55	4 651,44	6 000,00	2 972,44		-3 027,56 -50,5%	-1 679,00 -36,1%	
I R R 21	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	?
I R R 23	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	?
I R R 27	0,00	0,00	4 200,00	0,00		-4 200,00	0,00	?
I R O 21	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	?
I R O 040	13 593,25	31 747,38	0,00	0,00		0,00	-31 747,38	?
I R O 041	0,00	480,00	45 527,61	45 527,61		0,00 0,0%	45 047,61	?
<b>Total R</b>	<b>26 290,09</b>	<b>36 878,82</b>	<b>674 204,01</b>	<b>48 500,05</b>	<b>378 701,00</b>	<b>-625 703,96 -92,8%</b>	<b>11 621,23</b>	<b>31,5%</b>
<b>Total Sector Invest</b>	<b>-13 863,84</b>	<b>-78 586,27</b>	<b>0,00</b>	<b>-152 603,65</b>	<b>355 714,32</b>	<b>-152 603,65</b>	<b>-74 017,38</b>	<b>63,8%</b>



**Centre de ressources**

Centre de ressources    20 995,81    CA 2013    CA 2014    BP 2015    CA 2015    rat 2015    éc. BF/CA    éc. CA/2014    éc. BF/CA    éc. CA/2014    152 512,99    19,3%

00002010  
17.06.50

⇒ Résultat de la section de fonctionnement

D -351 080,27  
R 314 468,33

**-36 611,94** Résultat de l'exercice  
27 594,03 Résultat de l'exercice antérieur (ligne 002 CA)

**-9 017,91**

⇒ Besoin réel de financement de la section d'investissement

D -62 469,77  
R 48 500,05

**-13 969,72** Résultat de la section d'investissement de l'exercice  
-138 633,93 Résultat reporté de l'exercice antérieur (ligne 001 de CA)

**-152 603,65**

**Affectation du résultat**

Résultat de clôture à affecter

-22 906,78 Dépenses d'investissement restant à réaliser  
378 701,00 Recettes d'investissement restant à réaliser

**355 714,22**

Solde des restes à réaliser

**203 110,57**

Affectation du résultat de la section de fonctionnement

**-9 017,91**

**0,00** En couverture du besoin réel de financement  
**0,00** En excédent reporté à la section de fonctionnement  
**0,00**

**Transcription budgétaire de l'affectation du résultat**

Section de fonctionnement		Recettes	
Dépenses			
D 002 : déficit reporté :		R 002 : excédent reporté	
<b>-9 017,91</b>		<b>0,00</b>	
<b>Section d'investissement</b>		Recettes	
Dépenses		R 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé	
D 001 : déficit reporté		R 001 : excédent reporté	
<b>152 603,55</b>		<b>0,00</b>	

Pour mémoire : report avant RAR    **-161 621,56**

# Aéroport Bordeaux-Mérignac

00002016  
17.07.28

éc.  
CA/14  
%

éc.  
BP/CA  
%

éc. BP/CA  
%

rat 2015

CA 2015

BP 2015

CA 2014

CA 2013

## Section Fonct.

## Depenses

	CA 2013	CA 2014	BP 2015	CA 2015	rat 2015	éc. BP/CA %	éc. CA/2014	éc. CA/14 %
F D I 002	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
F D R 011	45 704,29	44 977,75	60 683,00	44 206,58		-16 476,42 -27,2%	-771,17	-1,7%
F D R 012	33 917,65	35 134,16	0,00	0,00		0,00	-35 134,16	?
F D R 022	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	?
F D R 65	95,26	0,00	35 759,00	35 591,13		-167,87 -0,5%	35 591,13	?
F D R 67	0,00	112,48	2 000,00	0,00		-2 000,00	-112,48	?
F D R 68	0,00	0,00	9 612,00	0,00		-9 612,00	0,00	?
F D O 022	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	?
F D O 023	0,00	0,00	290 298,97	0,00		-290 298,97	0,00	?
F D O 042	9 156,13	22 192,70	42 985,19	42 985,19		0,00 0,0%	20 792,49	93,7%
<b>Total D</b>	<b>88 873,33</b>	<b>102 467,09</b>	<b>441 338,16</b>	<b>122 782,90</b>		<b>-318 555,26 -72,2%</b>	<b>20 315,81</b>	<b>19,8%</b>

## Section Fonct.

## Recettes

	CA 2013	CA 2014	BP 2015	CA 2015	rat 2015	éc. BP/CA %	éc. CA/2014	éc. CA/14 %
F R I 002	0,00	0,00	265 183,16	265 183,16		0,00 0,0%	265 183,16	?
F R R 70	55 793,13	61 831,48	63 000,00	56 609,27		-6 390,73 -10,1%	-5 222,21	-8,4%
F R R 74	100 004,00	100 004,00	100 005,00	100 004,00		-1,00 -0,0%	0,00	0,0%
F R R 75	676,60	669,80	0,00	0,00		0,00	-669,80	?
F R R 77	71,87	4 755,91	0,00	0,00		0,00	-4 755,91	?
F R O 042	13 150,00	13 150,00	13 150,00	13 150,00		0,00 0,0%	0,00	0,0%
<b>Total R</b>	<b>169 695,60</b>	<b>180 411,19</b>	<b>441 338,16</b>	<b>434 946,43</b>		<b>-6 391,73 -1,4%</b>	<b>254 535,24</b>	<b>?</b>
<b>Total Section Fonct.</b>	<b>80 822,27</b>	<b>77 944,10</b>	<b>0,00</b>	<b>312 163,53</b>		<b>312 163,53</b>	<b>234 219,43</b>	<b>97,2%</b>

## Section Invest

## Depenses

	CA 2013	CA 2014	BP 2015	CA 2015	rat 2015	éc. BP/CA %	éc. CA/2014	éc. CA/14 %
I D R 21	52 033,54	31 676,37	395 972,15	128 688,19		-267 283,96 -67,5%	97 011,82	?
I D R 23	9 645,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	?
I D O 040	13 150,00	13 150,00	13 150,00	13 150,00		0,00 0,0%	0,00	0,0%
<b>Total D</b>	<b>74 828,54</b>	<b>44 826,37</b>	<b>409 122,15</b>	<b>141 838,19</b>		<b>-267 283,96 -65,3%</b>	<b>97 011,82</b>	<b>?</b>

## Section Invest

## Recettes

	CA 2013	CA 2014	BP 2015	CA 2015	rat 2015	éc. BP/CA %	éc. CA/2014	éc. CA/14 %
I R I 001	0,00	0,00	75 837,99	75 837,99		-0,00 -0,0%	75 837,99	?
I R R 10	0,00	42 161,76	0,00	0,00		0,00	-42 161,76	?
I R R 21	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	?
I R O 21	0,00	0,00	290 298,97	0,00		-290 298,97	0,00	?
I R O 040	9 156,13	22 192,70	42 985,19	42 985,19		0,00 0,0%	20 792,49	93,7%
<b>Total R</b>	<b>9 156,13</b>	<b>64 354,46</b>	<b>409 122,15</b>	<b>118 823,18</b>		<b>-290 298,97 -71,0%</b>	<b>54 468,72</b>	<b>84,6%</b>
<b>Total Section Invest</b>	<b>-65 672,41</b>	<b>19 528,09</b>	<b>-0,00</b>	<b>-23 015,01</b>		<b>-23 015,01</b>	<b>-42 543,10</b>	<b>?</b>

-DGF -CAF com

TA SCI Montesquieu



Aérodrome Bordeaux-Mérignac Sau 15 149,86 97 472,19 -0,00 289 148,52 -24 960,47 289 148,52 -51,9% 426 331,59 108,7%

⇒ Résultat de la section de fonctionnement

D -122 782,90  
R 169 763,27

**46 980,37** Résultat de l'exercice  
265 183,16 Résultat de l'exercice antérieur (ligne 002 CA)

**312 163,53**

Résultat de clôture à affecter

⇒ Besoin réel de financement de la section d'investissement

D -141 838,19  
R 42 985,19

**-98 853,00** Résultat de la section d'investissement de l'exercice  
75 837,90 Résultat reporté de l'exercice antérieur (ligne 001 de CA)

**-23 015,01**

Résultat comptable cumulé

-24 960,47 Dépenses d'investissement restant à réaliser  
-24 960,47 Recettes d'investissement restant à réaliser

**-24 960,47**

Solde des restes à réaliser

**-47 975,48**

Besoin (-) / Excédent (+) réel de financement

Affectation du résultat de la section de fonctionnement

**312 163,53**

**-47 975,48** En couverture du besoin réel de financement  
**264 188,05** En excédent reporté à la section de fonctionnement  
312 163,53

Transcription budgétaire  
de l'affectation du résultat

Section de fonctionnement		Recettes	
Dépenses		R 002 : excédent reporté	
D 002 : déficit reporté :			<b>264 188,05</b>
Section d'investissement		Recettes	
Dépenses		R 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé	
D 001 : déficit reporté			<b>47 975,48</b>
<b>23 015,01</b>		R 001 : excédent reporté	

Pour mémoire : report avant RAR **289 148,52**